



L'ITALIE POLITIQUE.

IMPRIMERIE PORTHMANN,
Rue du Hasard-Richelieu, 8.

L'ITALIE POLITIQUE

ET SES RAPPORTS

AVEC LA FRANCE ET L'ANGLETERRE.

Par ***

PRÉCÉDÉE D'UNE INTRODUCTION

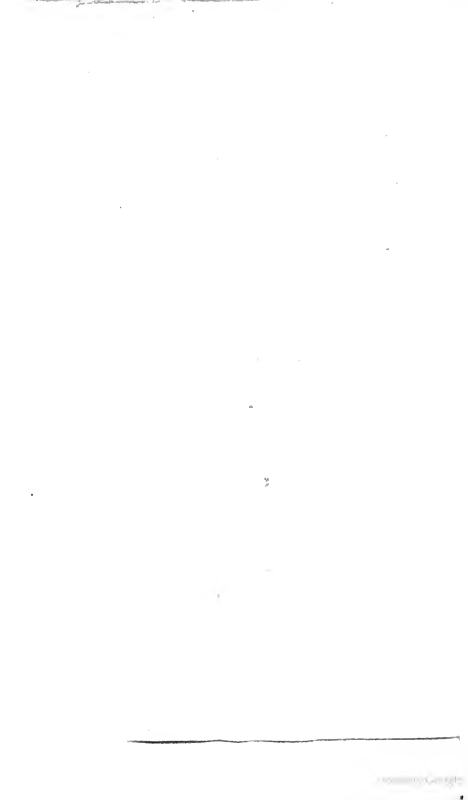
PAR

M. CH. DIDIER.



PARIS,
PAGNERRE, ÉDITEUR,
RUE DE SEINE, 14 BIS.

1839



INTRODUCTION.

L'auteur de l'écrit qu'on va lire est un des membres les plus éminents de l'émigration italienne, un de ces nobles proscrits qui, après avoir servi avec leur épée la sainte cause de la patrie, lui dévouent, dans l'exil, leurs études, leur plume, leurs pensées, leur vie tout entière ; un de ces hommes droits de cœur et d'esprit qui donnent à ce siècle d'a-

postasies infâmes ou de lâche et fallacieuse neutralité l'exemple de la fidélité, de la constance et d'une probité politique, aujourd'hui si rare qu'elle en est héroïque, j'ai presque dit fabuleuse. D'honorables scrupules l'obligeant à taire son nom, il a bien voulu s'adresser à moi, qui porte sa patrie dans mon cœur, afin que je me fisse l'introducteur et comme le parrain de son livre. J'ai accepté cette mission avec d'autant plus d'empressement que j'y ai trouvé l'occasion de rendre à l'auteur et à son pays ce public et sincère hommage d'estime et de sympathie.

L'Italie est la terre de ma jeunesse; elle m'est chère à bien des titres, et rien de ce qui la touche ne m'est indifférent.

Mieux que personne, peut-être, j'ai été à portée d'apprécier ses souffrances, ses efforts, ses ressources, et je suis en communauté d'indignation, d'espérance, avec tous ceux qui préparent ou rêvent son affranchissement. Nulle part la violation du droit humain n'est aussi flagrante, aussi féroce ; et l'excès du mal légitime toute espèce de remède.

Toutefois, en se livrant à la publicité, l'auteur était saisi d'une inquiétude : il cragnait que son travail ne manquât d'opportunité, et que, fortement préoccupés du grand débat qui s'agite en Orient, les esprits compétents ne refusassent audience à l'avocat de l'indépendance italienne. J'ai combattu ses appréhensions et travaillé à vaincre ses doutes. Il y a

des droits si sacrés qu'il est toujours à propos de les revendiquer; tous les moments sont bons pour cela; bien qu'en politique il n'y ait pas de prescription et que le temps n'ait pas force de loi, il convient de troubler, par une protestation incessante, éternelle, le règne impie de l'usurpation.

Mais, indépendamment de cette considération absolue, le fait particulier qui tient les yeux du monde fixés sur l'Orient n'a un si grand intérêt que parce qu'il touche à tous les points de la question occidentale : or, l'Italie est destinée à reprendre tôt ou tard, sinon l'antique initiative, du moins une large et honorable place sur le grand théâtre de l'Occident.

Ce n'est pas ici le lieu de traiter la question orientale ; qu'on me permette néanmoins quelques observations rapides sur ses rapports avec les destinées futures de l'Italie.

Quand la race ottomane, à l'apogée de sa fortune, s'empara de Constantinople, l'Italie, alors au déclin de sa vie politique, reçut le premier contre-coup de ce grand événement. Ce contre-coup fut heureux (toutes les catastrophes humaines ont leur compensation) : en même temps que la terreur du Croissant se répandait sur la chrétienté, l'émigration byzantine lui apportait, comme dédommagement, le trésor à demi-voilé jusqu'alors des lettres grecques. L'Italie fut la première à leur donner l'hospitalité, et c'est de

là qu'elles partirent pour conquérir la France, l'Europe entière, et pour briser le vieux moule lézardé où la féodalité scolastico-papale avait pétrifié la société catholique.

Aujourd'hui les rôles sont changés; l'Occident s'est retourné du côté de l'Orient, et lui renvoie élaborée la civilisation qu'il a reçue de lui en germe. L'Algérie, l'Egypte, la Grèce, les populations slaves de la monarchie ottomane, sont imprégnées déjà de l'esprit occidental; et la capitale même de l'islamisme, invinciblement attirée dans le tourbillon chrétien, y serait tombée depuis longtemps et s'y serait absorbée, sans les rivalités intestines de la famille européenne. La question n'est pas de savoir

si l'empire ottoman vivra ; il est mort : mais on ajourne son inhumation, afin d'ouvrir le plus tard possible une succession si chaudement disputée. Le débat n'est plus qu'entre les héritiers ; ils s'agitent dans un cadavre.

Le cours des siècles et les empiétements successifs du despotisme ont modifié tous les rapports de peuple à peuple, si bien que ce qui était dans l'ombre est maintenant en lumière, et que ce qui était en lumière est retombé dans l'ombre : ainsi l'Italie, qui joua un si grand rôle intellectuel à l'époque de la prise de Constantinople, en est réduite aujourd'hui à celui de spectatrice immobile et silencieuse ; elle n'a pas voix au chapitre malgré l'au-

torité des traditions historiques, les intérêts du voisinage et le droit que chaque membre du vaste corps européen a d'être consulté sur les affaires communes.

Comment donc et par quels liens l'Italie, ainsi rayée du rang des nations souveraines, peut-elle se rattacher à la question orientale? Hâtons-nous de dire que les termes de ce grand problème ont été mal posés, dès le début, par la France, et qu'on nous prépare la plus sanglante des humiliations, en s'obstinant à vouloir faire une question spéciale et maritime d'une question générale et toute continentale : non, ce n'est pas aux Dardanelles que la France peut résoudre ce problème immense; c'est sur les Alpes et sur le Rhin.

Quelques vues particulières qu'on ait sur la Russie, quelque sympathie ou quelque antipathie qu'elle inspire, il est impossible de ne pas reconnaître en elle un des éléments capitaux de la constitution future de la société humaine. L'avenir lui réserve, sans nul doute, de grandes destinées ; et, sans prétendre au trépied des sybilles, on peut, dès aujourd'hui, prévoir qu'elle exercera nécessairement son influence du côté de l'Orient. La Russie est un pont jeté entre l'Europe et l'Asie : or, aujourd'hui l'Europe n'a plus rien à recevoir de l'Asie ; l'Asie, au contraire, a tout à recevoir de l'Europe ; la Russie doit donc être regardée, tant par sa situation intermédiaire entre les deux mondes que par

la nature même de son génie, comme l'organe et le mandataire, en Orient, de la civilisation occidentale. Ce rôle est le sien; qu'elle le veuille ou ne le veuille pas, il lui est imposé par une force supérieure; tôt ou tard il faudra bien que sa mission s'accomplisse.

Cette position donnée assure à la Russie, malgré tout, une haute prépondérance dans le procès qui se juge en ce moment à Constantinople. Investie déjà, à divers titres, de la Moldavie, de la Valachie, de la Servie, trois des meilleures provinces de l'empire ottoman, elle n'a qu'à attendre pour entrer en possession du reste; dans un temps plus ou moins éloigné, Constantinople ne peut pas lui échapper; et n'y règne-t-elle pas

déjà ? Ce résultat me semble commandé par la force des choses ; il faut le prévoir pour s'y préparer.

Mais la question est complexe : en même temps que la Russie tend vers l'Asie, elle pèse sur l'Europe ; l'Europe ne peut donc voir son agrandissement sans lui poser des limites ; or, c'est à la France à fonder et à défendre l'équilibre continental : je dis fonder et non maintenir, car il n'existe pas ; je ne saurais donner le nom d'équilibre à cet inique et violent parcage d'hommes institué par le congrès de Vienne, et qui, grâce à Dieu, est déjà rompu de fait au Nord, au Midi, sur tous les points du globe.

Dans l'état d'isolement où la France est tombée, et démantelée comme elle

l'est par les traités, il lui serait difficile, je dis plus, impossible de contenir la Russie d'une manière efficace dans un conflit sérieux. L'Angleterre, dont on veut nous faire une alliée, n'en est pas une ; elle n'a que son négoce en vue dans la question turco-égyptienne, et le plus léger appât commercial que lui jeterait la Russie suffirait pour la détacher de nous immédiatement. D'ailleurs, l'Angleterre n'est plus une alliée forte ; au contraire de la Russie, qui en est à sa période ascendante, elle en est, elle, à sa période descendante, et ne peut que perdre à un mouvement général d'émancipation. L'avenir lui prépare d'épouvantables catastrophes.

La France n'a qu'un moyen d'équili-

brer l'Europe et de maîtriser du même coup la Russie, c'est de s'aller rasseoir solidement sur ses frontières du Rhin et des Alpes, et de créer d'un côté *une* Allemagne, de l'autre *une* Italie. S'il est dans les destinées de l'héroïque Pologne de se constituer jamais en nation indépendante et souveraine, elle ressusciterait toute seule à la faveur d'un si grand choc.

Telle est, selon moi, la véritable solution de la question orientale ; ce n'est rien moins, comme on le voit, que l'annulation des ignominieux traités de 1815 et le remaniement complet du continent européen. Il y a loin de là, sans doute, aux demi-mesures que hasarde à grand'-peine le gouvernement de Juillet et aux

timides protocoles qu'il balbutie. Aussi ne fera-t-on rien que du *statu quo* aussi longtemps qu'on n'aura pas amené la question à ses véritables termes.

Ces considérations générales suffisent pour montrer comment la cause de l'indépendance italienne, plaidée dans l'écrit qu'on va lire, se rattache au grand démêlé du Bosphore. Ce n'est, rigoureusement parlant, qu'un des côtés de la question générale traitée à un point de vue spécial. Dans l'état actuel des intérêts et des idées, il n'y a plus de faits isolés, plus de questions municipales, et le fameux adage, *tout est dans tout*, n'a jamais été si vrai.

Et puis, l'Italie ne se rattacherait pas aux intérêts généraux de l'Europe, elle

ne serait pas pour nous une alliée virtuelle, pour ainsi dire, qu'elle n'en mériterait pas moins toute notre sollicitude, toutes nos sympathies. Il est affreux de penser que vingt-quatre millions d'hommes intelligents, qui ont tant fait, et à tant d'époques, pour la civilisation du monde, sont condamnés aujourd'hui, pour prix de leurs longs et glorieux services, à la plus brutale comme à la plus inepte de toutes les servitudes. Il faudrait si peu de notre part pour délivrer cette race infortunée, et il serait si beau d'être son rédempteur! Ce ne serait même pas du dévouement, ce ne serait que de l'habileté et de l'intérêt bien entendu.

Mais le jour n'est pas encore venu de sentir ces choses ni même de les voir.

L'égoïsme et la lâcheté de cœur voilent les lumières de l'esprit : quand on ne sent rien on ne comprend rien ; on n'a que des demi-vues et des demi-volontés. Il faut laisser notre misérable société achever dans l'opprobre sa phase de matérialisme et de servilité. Il naîtra sans nul doute quelque bien réparateur de l'excès même du mal, comme dans le monde physique la putréfaction produit la vie.

CHARLES DIDIER.

L'ITALIE POLITIQUE.



CHAPITRE I.

De l'action de l'indépendance italienne sur les pays constitutionnels de l'Europe, et particulièrement sur la France et l'Angleterre.

L'indépendance italienne est un intérêt commun à tous les peuples libres. Cette indépendance favoriserait les progrès du système représentatif; elle lierait la Grèce aux gouvernements fondés sur des chartes. Elle établirait l'équilibre entre les forces des pays où règne un ordre constitutionnel, et celles des nations qui sont régies par des gouvernements absolus.

Outre cet intérêt général, la France et l'Angleterre ont, à l'indépendance de l'Italie, des intérêts qui leur sont propres.

LA FRANCE.

Un orateur a dit à la tribune des députés, que *le sang français ne doit être répandu que pour la France*. Cet axiôme de politique a besoin d'explication.

Les nations ont quelquefois un intérêt, et même très-pressant, à répandre leur sang pour le salut d'un autre peuple. Dans la lutte de l'Europe avec Napoléon, l'on a vu l'Angleterre prodiguer son sang et ses trésors en faveur des Espagnols et des Portugais.

Le roi absolu Louis XVI, pour consolider l'indépendance et la liberté des États-Unis, ne se montra avare du sang français ni dans les champs de l'Amérique, ni sur la mer des Deux-Mondes.

Si, lorsque l'immortelle Florence employait ses dernières ressources pour résister à Charles-Quint, la France l'eût secourue, même au prix de son sang, elle n'eût pas

subi les humiliations auxquelles elle fut longtemps exposée.

Si Napoléon eût pris parti pour la nationalité polonaise, que de flots de sang français n'aurait-il pas épargné !

Si, en 1831, le gouvernement français eût osé protéger Modène et Bologne contre l'invasion autrichienne, les troupes de l'empereur François II n'auraient point passé le Pô, et peut-être, à l'heure qu'il est, toute l'Italie serait devenue la puissante alliée de la France.

Celui-là seul, parmi les peuples, qui n'aurait plus besoin d'alliés, pourrait adopter, dans un sens absolu, la maxime du député français. Mais la France est-elle dans ce cas?

Elle a pour ennemis les princes absolus. Son crime, à leurs yeux, est moins d'être une monarchie constitutionnelle qu'une monarchie démocratique ; c'est d'être placée au centre de l'Europe ; d'avoir une capitale qui semble le rendez-vous de toutes les intelli-

gences ; une langue répandue chez tous les peuples du continent ; une tribune qui trouve partout des échos, et surtout, un peuple libre. C'est là ce que ne lui pardonnent pas les monarques qui veulent gouverner sans contrôle et sans contradiction, et moins encore l'aristocratie qui entend conserver ses distinctions et ses priviléges.

En face d'ennemis si nombreux et si vigilants, est-il un seul Français qui regarde une paix de longue durée comme probable, même alors qu'une troisième restauration serait possible, et qui ne dise que cette restauration serait inévitablement précédée de la guerre ! Qui ne voit que les frontières naturelles et nécessaires de la France, le Mont-Cenis et le Rhin, ne peuvent lui être rendues que par la guerre ? Pourquoi donc la France laisserait-elle à ses ennemis le choix des circonstances et du moment pour l'attaquer ? Quel prix espère-t-elle de tant d'humiliations souffertes et qui la déconsidèrent

aux yeux de l'étranger? Un délai! Mais ce délai n'est-il pas plus favorable à ses adversaires qu'à elle-même? Ils ont, eux, une politique fixe; leurs lignes de défense sont tracées; leurs contingents sont déterminés et fermés. La France n'a ni politique bien arrêtée, ni frontières d'une défense facile, ni enceinte fortifiée autour de la capitale, et le cœur du royaume reste découvert et vulnérable.

Mais supposez les vingt-quatre millions d'hommes qui peuplent l'Italie rendus à l'indépendance, ils deviennent par la nature de leurs institutions, par le sentiment de leur propre conservation, les alliés des Français, et dites-nous si alors l'alliance du Nord oserait attaquer ou seulement menacer la France?

Pour cette dernière, la question de l'Italie a toujours été une question de guerre; depuis cinquante ans, cette question est devenue vitale pour elle. Napoléon, en parlant

de Joachim, roi de Naples, disait que deux fois il avait causé la perte de l'Empire. Joachim, cependant, ne régnait que sur la quatrième partie de la population italienne.

L'ANGLETERRE.

Quant à la Grande-Bretagne, l'état politique de l'Italie ne peut avoir la même influence sur elle que sur la France. Cependant, si l'Angleterre osait protéger l'indépendance italienne, les avantages qu'elle en tirerait seraient incalculables.

Quels sont, depuis longtemps, les vœux du gouvernement anglais à l'égard du continent? Il ne cherche qu'à s'opposer à l'ambition de la France et au débordement de la Russie. Quels sont, dans ce moment, les vœux du peuple anglais? Il ne désire que de voir la liberté répandue et consolidée sur le continent, afin de pouvoir donner des bases plus larges à la sienne. Eh bien! l'indépen-

dance de l'Italie contribuerait puissamment à ce que les vœux du gouvernement et du peuple anglais fussent accomplis.

Une fois l'Italie indépendante, la liberté des peuples, depuis le Rhin et les Alpes jusqu'à Cadix et en Sicile, ne serait plus en danger; et la France, une fois arrivée à la Savoie et au Rhin, ne pourrait plus songer aux conquêtes qui perdirent l'empire. On ne pourrait plus admettre un retour à des projets ambitieux. Les Italiens, qui seraient les alliés de la France, si elle était menacée par les puissances du Nord, deviendraient ses plus grands ennemis si elle cherchait à déborder au-delà des Alpes, au-delà du Rhin; cette inimitié serait inspirée aux Italiens par le plus fort de tous les sentiments, celui de la propre conservation.

L'on pourrait répondre que l'Angleterre regarderait avec jalousie prospérer la nation italienne, chez laquelle on verrait revivre l'activité des marins de Venise, de Gênes, des

cêtes d'Amalfi. Mais ces jalousies aux vues étroites n'existent plus chez les peuples libres à l'époque où nous sommes. En 1816, on vit l'Angleterre combattre les régences d'Afrique au profit de toutes les puissances maritimes, et renoncer aux avantages qui revenaient au pavillon britannique de la guerre que les Barbaresques leur faisaient; surtout de la guerre qu'ils faisaient par mer aux Italiens. Mais quels progrès l'Angleterre n'a-t-elle pas faits dans sa politique généreuse depuis 1816! L'avantage qu'a tiré le peuple anglais de la révolution française en 1830 lui a fait ouvrir les yeux sur ses véritables intérêts, lui a fait voir que cette supériorité que les torys s'efforçaient d'établir en faveur de l'Angleterre sur les autres nations ne tournait qu'à leur profit, tandis que la misère du peuple ne faisait qu'augmenter (1).

(1) Nous dirons, pour répandre plus de jour sur cette vérité, qu'en 1830, vers la fin d'octobre, nous nous ren-

Mais si nous supposons une guerre entre l'Angleterre et la Russie, guerre que l'opinion publique regarde comme inévitable, nous croyons non-seulement que l'alliance de l'Italie indépendante serait grandement utile à l'Angleterre, mais nous croyons même qu'une telle alliance lui serait indispensable pour prendre avec succès l'offensive contre

dîmes de Paris à Londres. Les généraux Lafayette, Lamarque, et M. Mauguin, nous témoignèrent le désir que nous leur fissions connaître de quel œil les libéraux anglais envisageaient l'agrandissement de la France jusqu'au mont Cenis et au Rhin. M. Brougham, devenu depuis lord du même nom, nous dit d'écrire au général Lafayette que le parti libéral anglais verrait avec plaisir la France s'emparer de la Savoie, et aller jusqu'au Rhin.— « Par quelle raison, monsieur, vous, qui êtes si éminemment anglais, donnez-vous un tel avis ? » — Parce que, » répondit-il, « plus il y a de liberté sur le continent plus il y en aura en Angleterre : la liberté ne pourra pas se baser d'une manière durable sur le continent, sans la France, et il faut que celle-ci soit grande et puissante, pour servir d'appui à la liberté continentale. » Mes amis, à Paris, furent charmés de ce langage du premier orateur anglais. Le seul général Haxo, ferme dans ses opinions, ne voulut jamais croire aux

son ennemi. Et si le gouvernement actue voulait se dévouer courageusement à l'intérêt de la patrie, il ne perdrait pas un jour à se déclarer pour l'indépendance italienne. Il regarderait ce fait politique comme son premier pas, et le plus ferme, ainsi que le plus avantageux, contre l'ambition des czars.

sympathies du peuple anglais pour la France. En revenant d'Anvers, il nous disait : — « Avez-vous vu combien vos Anglais, avec leurs sympathies pour nous, ont cherché à nous contrarier en Belgique ? » — « Je l'ai vu, mais le ministère anglais ne représente pas encore la majorité libre de la nation, car il suit à peu de distance la politique des torys. D'ailleurs, il y a loin de vous envoyer des commissaires dans votre camp, et de vous montrer de l'humeur à vous faire la guerre. » Actuellement, une guerre impopulaire de la part de l'Angleterre serait impossible. Qu'eût dit Haxo, ce grand homme de guerre, ce grand patriote français, si la France n'eût eu le malheur de le perdre avant l'ovation du maréchal Soult à Londres ? — Nous avons voulu démontrer, dans cette note, que le peuple anglais a ouvert les yeux sur ses véritables intérêts. Qu'il a vu que, si les torys trouvent leur avantage à protéger, sous la bannière des rois absolus, l'aristocratie européenne, lui trouvera le sien à aider la cause des autres peuples.

Avant d'exposer sous combien de rapports l'Italie pourrait aider l'Angleterre, en s'opposant aux démarches ambitieuses de son adversaire, il est indispensable pour nous de combattre l'opinion que les torys, ces ennemis de la liberté, chez les étrangers et chez eux, ont cherché à établir en Angleterre. Ils ont réussi à faire regarder comme un axiôme, par le cabinet anglais, que l'alliance autrichienne est éminemment utile et nécessaire à la Grande-Bretagne, pour tenir en échec la Russie ; nous ne nions pas qu'avant la révolution française de 1789 l'alliance autrichienne n'ait été très-utile à l'Angleterre, car avant cette époque l'Autriche, ne redoutant ni la France, ni l'Italie, ni quelques autres provinces de son empire, était tout-à-fait libre de ses mouvements. Mais aujourd'hui que les Français et les Russes sont bien plus forts qu'ils ne l'étaient; que la Porte est affaiblie; que la Hongrie et que la Gallicie donnent à l'Autriche beaucoup d'embarras,

et que l'Italie absorbe une grande partie de ses forces au lieu de l'aider, ainsi qu'elle faisait autrefois; aujourd'hui l'Autriche se croit heureuse si elle peut se tenir sur la défensive. Un des plus éloquents députés français avait peut-être fait allusion à ces circonstances lorsqu'il disait : « L'Autriche est le plus impuissant de tous les états européens ; ses frontières sont ouvertes à tous, et si elle nous menaçait, nous l'accablerions du poids de l'Italie. »

Si l'Autriche, pour seconder l'Angleterre, tournait ses forces contre la Russie, il n'en faudrait pas davantage pour exciter les Italiens à prendre les armes, et la France à marcher vers le Rhin et sur la Savoie. Les Russes mêmes, qui n'ont d'autre religion que leur agrandissement vers les beaux climats, provoqueraient par mille moyens un soulèvement en Italie.

Voilà bien des raisons qui prouvent que cette Autriche, si puissante en apparence, ne

pourrait d'aucune manière menacer la Russie au point de produire une diversion utile pour l'Angleterre.

Après avoir démontré que la Grande-Bretagne n'aurait rien à espérer de l'alliance autrichienne, examinons si, le gouvernement anglais voulant se prononcer pour l'Italie, il devrait craindre les hostilités de l'Autriche ou les résultats de son alliance avec la Russie. Nous ferons connaître dans le chapitre suivant le peu de moyens dont l'Angleterre aurait besoin pour seconder l'Italie.

Avant tout, une alliance austro-russe serait monstrueuse, car si l'Autriche tient immensément à l'Italie, nous croyons qu'une sage politique doit la faire balancer beaucoup entre la perte du royaume Lombardo-Vénitien et le débordement de la Russie, qui menacerait son indépendance. Au reste, si même aidée par l'Angleterre, l'Autriche ne pouvait pas disposer de forces considérables contre la Russie, comment pourrait-elle en

disposer en faveur du czar, si l'Angleterre soutenait les Italiens et avait la France pour son alliée. Car la France, *tantalisée* par le Rhin et la Savoie, ne laisserait pas échapper une si belle occasion.

Enfin, on pourrait dire que les Russes, dans leur alliance avec l'Autriche, trouveraient l'avantage de pouvoir disposer de la partie de leurs forces qu'ils avaient dû employer pour contenir ou pour observer l'Autriche, en cas qu'elle fût en guerre contre eux. Mais une telle opposition tombe aussi, lorsqu'on réfléchit à ce qui a été dit à l'égard de la faiblesse du gouvernement autrichien sur sa position politique. Cette puissance, qui fait tant de bruit, est tellement faible, que les Russes étant en guerre avec elle pourraient hardiment porter leurs forces ailleurs sans être obligés d'employer une armée pour observer de près ses mouvements.

Il reste encore une autre objection que les défenseurs de l'opinion des torys ne man-

queraient pas de produire. Ils diraient que les Italiens, devant combattre l'armée autrichienne chez eux, ne pourraient pas non plus aider l'Angleterre contre la Russie. Voici notre réponse. D'après la déclaration que vient de faire le ministre des affaires étrangères (M. le comte Molé), dont le penchant est tout autre que belliqueux, l'armée autrichienne serait extrêmement compromise si elle voulait passer le Pô. Nous n'entendons pas que ce soit le passer que de faire quelques lieues jusqu' à Modène ou à Bologne, mais bien de s'avancer vers le Tronto. Si aux déclarations actuelles de la France se joignait pour l'Italie l'appui de l'Angleterre, le passage du Pô par l'armée autrichienne serait une impossibilité. De sorte que les dix millions d'Italiens, à la droite de la grande rivière, pourraient organiser immédiatement des forces considérables et suffisantes pour les opérations défensives et offensives dont nous parlerons au chapitre sui-

vant; et pour détacher comme auxiliaires de l'Angleterre des corps nombreux, qui, par la Pouille, Corfou et la Grèce, se rendraient à la mer Noire. Les côtes de l'Italie seraient pour les Anglais un grand point de départ; ils y trouveraient, outre des forces de terre, des marins, des bateaux à vapeur et des vivres.

Lorsque Napoléon avait en vue de porter ses armes en Orient, il avait déjà songé aux côtes de l'Adriatique. Ce fut en conséquence de ses ordres que le roi Joachim se préparait à mettre en état le port de Brindisi, dont l'embouchure se ressent encore des efforts de César pour empêcher l'armée de Pompée de se rendre à la terre opposée (1).

(1) *Lettre du roi Joachim au colonel P.*

Naples, le 16 décembre 1810.

Monsieur le Colonel,

Vous vous rendrez à *Leue*, et de là à Manfredonia en remontant tout le littoral. Vous vous présenterez chez les différents intendants et sous-intendants; à Brindisi, vous

Ainsi, l'Angleterre en protégeant l'indépendance italienne satisferait les vues sages de son gouvernement sur l'équilibre politique en Europe, satisferait les sympathies raisonnées de son peuple, et aurait un point d'appui immense pour défendre ses possessions et soutenir son influence en Asie, sans rien craindre de la part de l'Autriche et sans faire aucun sacrifice en renonçant à son

vous occuperez particulièrement à connaître les différents établissements qui y existent ; combien on pourrait y loger de troupes, combien de forçats ; combien il faudrait de temps pour mettre en état ces établissements, combien de mois de l'année l'air y est malsain. Consultez les principaux habitants sur les dépenses crues nécessaires pour nettoyer ce port, et combien de temps il faudrait pour cette opération en y employant deux mille hommes. Vous me rendrez compte de l'armement du port de Brindisi, et de ses forts, enfin de son système général de défense.

Dans tout l'espace que vous parcourerez, vous prendrez des renseignements sur l'esprit public, sur le degré de confiance que méritent et dont jouissent les autorités civiles et militaires. Vous vous informerez aussi du prix des grains et si la subsistance des populations est assurée, mais ces informations doivent être

alliance. C'est enfin par l'Italie indépendante que l'Angleterre lierait la Grèce, comme par un chaînon, au système représentatif et anti-russe.

On pourrait s'étonner de ce que ces vérités aient échappé aux Anglais, à eux qui observent et qui calculent tout. Mais non, elles n'ont point échappé à leurs yeux observateurs : mais les intérêts de la Grande-

prises avec une grande discrétion, et de manière à ne pas répandre l'alarme.

Vous recueillerez les nouvelles que les agents des anglais se plaisent à répandre, et vous chercherez à détruire l'effet de celles qui pourraient tendre à troubler la tranquillité publique et à gêner la marche du gouvernement.

Vous me rendrez compte aussi de l'état dans lequel vous aurez trouvé les routes ; si les impôts excitent des plaintes, et si la conscription se lève sans difficulté.

Vous m'écrirez régulièrement tous les courriers, et par estafette extraordinaire, si vous aviez quelque chose d'important à me communiquer.

Sur ce, monsieur le Colonel, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

igné J. Napoléon.

Bretagne n'ont pas toujours été les intérêts des torys, qui l'ont gouvernée jusqu'à hier, et qui ont eu pour successeurs les whigs, plus timides que les premiers et presqu'aussi égoïstes. Les torys et les whigs repousseront toujours les avantages que l'Angleterre pourrait obtenir en protégeant la liberté des autres peuples, qui réagirait sur les libertés anglaises, sur lesquelles, tant les whigs que les torys, cherchent à empiéter autant qu'ils peuvent. Les uns, aussi bien que les autres, se montrèrent effrayés du célèbre discours de Canning, qui ne faisait que dévoiler à son pays le secret de sa force et sa supériorité sur les autres puissances si elle voulait se déclarer pour la liberté des peuples.

Du reste, les torys mêmes, lorsqu'ils ne s'agissait pas seulement de la prospérité de la Grande-Bretagne, mais encore de son existence, et par conséquent de la leur; lorsque l'étoile de Napoléon n'avait pas encore pâli, les torys, dis-je, excitaient le roi

Joachim Murat à proclamer l'indépendance italienne. Ils donnèrent une constitution à la Sicile, ils obligèrent Caroline d'Autriche à quitter cette île et à se réfugier à Vienne, par la voie de Constantinople, à cause de son opposition à la liberté sicilienne. Et c'est ainsi qu'ils traitaient cette même Caroline, à laquelle son dévouement aux intérêts de l'Angleterre avait fait perdre deux fois la couronne de Naples.

Enfin, c'était le gouvernement des torys qui envoyait des commissaires anglais pour encourager le carbonarisme italien en 1813 et 1814, dans la vue de faire proclamer par cette association l'indépendance de la patrie. L'objet des torys était de soustraire l'Italie à la puissance de Napoléon, de ce colosse encore redoutable, même dans ses revers sans exemple.

Et lorsque cet indomptable génie reparut en France en quittant l'île d'Elbe, le gouvernement tory avait donné des ordres à

l'ambassadeur anglais à Vienne, non-seulement de reconnaître Joachim en sa qualité de roi de Naples, mais aussi de signer avec lui un traité d'alliance offensive et défensive. De sorte que ce malheureux prince aurait conservé sa couronne et serait devenu le bras droit de la Grande-Bretagne, sur le continent, s'il eût différé de huit à dix jours d'attaquer l'Autriche dans la Romagne.

La proclamation de lord William Bentinks, qui promettait aux Gênois leur ancienne république, est encore dans la mémoire des Italiens.

Nous n'avons parlé jusqu'à présent que des avantages que l'Angleterre obtiendrait de son alliance avec l'Italie rendue à la liberté. Nous n'avons rien dit des réparations que la justice du peuple de la Grande-Bretagne doit aux Italiens du midi, aux Napolitains et aux Siciliens. Aux premiers, pour leur faire oublier le sang de l'élite de la nation, que la fatale et honteuse faiblesse de Nelson fit ré-

pandre en 1799, non pour chasser les Français de ce pays, qu'ils avaient déjà évacué, mais pour y détruire la liberté et la faire retomber sous un despotisme lâche et vindicatif. Aux Siciliens, pour les dédommager des institutions qu'ils perdirent et que l'Angleterre leur avait garanties d'une manière solennelle.

Nous n'avons pas fait mention de circonstances qui appartiennent plutôt à l'histoire qu'aux temps présents, parce que nous n'avons pas voulu nous écarter de notre démonstration sur l'intérêt matériel qu'aurait l'Angleterre à protéger l'indépendance italienne. Mais lorsque l'Angleterre aura un ministère dont les vues seront plus larges et plus nobles; un ministère qui, au lieu de n'avoir devant les yeux que les intérêts d'une caste de citoyens, veuille s'occuper exclusivement des intérêts des vingt-quatre millions d'habitants de la Grande-Bretagne, nous pourrons dire ces ministres : « Rappelez-

vous que si le premier peuple de la terre, porta si loin, de tous côtés, ses aigles victorieuses, ce fut plutôt par l'effet moral de sa justice et de sa magnanimité que par la force de ses légions. »

CHAPITRE II.

Des moyens que la France ou l'Angleterre devraient préférer pour aider les Italiens à conquérir leur indépendance.

Pour aider les Italiens à conquérir leur indépendance, il faudrait des efforts puissants et longtemps soutenus : telle est l'opinion la plus généralement établie.

Naguère encore le président du cabinet de France disait aux députés du pays : « Si l'Autriche repassait le Pô, je viendrais vous demander cent millions et cent mille hommes. » Les Français durent s'effrayer de la grandeur du sacrifice qu'ils avaient à faire pour s'opposer à l'invasion de l'Italie méridionale par les soldats allemands (1).

(1) La disposition des Italiens est telle, que si l'on

L'effroi causé par une telle demande ne serait que trop légitime. En effet, même en supposant que la coalition du Nord ne fût pas encore ouvertement déclarée contre la France, elle devrait ménager ses forces et se tenir prête à repousser sur ses frontières de l'Alsace et de la Flandre l'agression dont elle est incessamment menacée.

Sans doute à l'arrivée de cent mille Français l'Italie tout entière serait émue ; on verrait une partie, sinon la totalité du Piémont, et les Italiens d'en-deçà du Pô, se déclarer contre l'Autriche. Les forces considérables du gouvernement sarde, en accourant se ranger sous le drapeau tricolore, rendraient l'armée française formidable ; mais les Italiens du midi ne pourraient en-

pouvait répandre ces paroles dans toutes les provinces des Deux-Siciles, les peuples de ces pays renouvelleraient probablement le mouvement de 1820, quoique les hommes sensés sachent bien qu'il y a loin des menaces à leur exécution.

core rien pour elle ; mais les champs de bataille de cette armée seraient forcément la Lombardie et le pays vénitien, où depuis longtemps l'Autriche a préparé ses moyens de défense et concentré ses plus nombreuses et ses meilleures troupes ; ce serait, pour nous servir d'une image vulgaire, mais exacte, attaquer le taureau par les cornes : ce serait rendre un revers possible, revers qui pourrait devenir fatal aux Français, et qui le serait inévitablement aux Italiens, en jetant la terreur et le découragement parmi eux (1).

(1) Lorsque nous admettons la possibilité que l'armée française puisse perdre une bataille dans les plaines de la Lombardie, nous sommes bien éloignés de partager l'opinion que l'on s'efforce d'établir dans les cours du Nord, où l'on croit, ou, pour mieux dire, l'on cherche à faire croire, que les Français ne dûrent leurs succès qu'à l'enthousiasme républicain, ou, plus tard au génie de Napoléon. Nous étions extrêmement jeunes lorsque les vicissitudes politiques de notre patrie nous faisaient déjà combattre dans les rangs de ces étonnantes légions de la France, dont l'élan se soutien-

Nous pensons donc que, soit pour écarter toute possibilité d'un revers, soit pour ne pas affaiblir ses armées sur d'autres points,

dra plus longtemps qu'on ne le croit ; ainsi ce n'est pas nous qui pourrions manquer de confiance dans les armées françaises. Au reste, Constantine est là. Le lieutenant-général Fleury en revenant de l'Afrique nous disait qu'il avait ressenti une vive satisfaction sous les murs de Constantine en voyant plusieurs officiers étrangers témoins de la valeur brillante de ces jeunes soldats qui bravaient les dangers avec l'intrépidité qu'on aurait pu attendre des vainqueurs de Marengo. Fleury ajoutait qu'à l'assaut de Constantine, les soldats français lui rappelaient l'énergique élan que les vélites du royaume d'Italie avaient montré dans la Catalogne en présence du danger, lors des premières campagnes de l'Empire dans ce pays. Cependant les villes qui virent naître ces vélites qui, pour la gloire du nom Italien prodiguèrent leur sang dans ces contrées éloignées, sans la moindre hésitation, gémissent sous le joug de l'étranger : et les fils, les neveux de cette jeunesse héroïque, forcés en ce moment de servir sous un drapeau abhorré, sont flétris par le bâton ou par la loi qui les expose à cette punition déshonorante, sans que les Français aient cessé jusqu'ici de voir d'un œil tranquille l'ambition de cet ennemi de l'Italie, qui fut si fatal à l'Empire, et qui pourrait le devenir aussi à la monarchie constitutionnelle émanée du peuple français.

la France ne devrait pas envoyer une armée considérable en Italie. Pour seconder les Italiens et le faire avec succès, tant de forces ne seraient pas nécessaires. Il suffirait d'abord, qu'imitant les Anglais lorsqu'ils débarquerent en Sicile, mais plus fidèles que ne le fut le cabinet britannique dans ses engagements, les Français disent aux Italiens : « Peuples du nord, du centre et du midi d'Italie, à différentes époques, mais toutes de nos jours, vous avez vaincu par vos généreux efforts, sans le secours de l'étranger, vos gouvernements absolus. Vous vous êtes donné des institutions libérales. Vos princes ne trouvèrent pas un seul Italien, même parmi leurs troupes, généreusement payées, qui voulût embrasser leur cause ; ils eurent la bassesse d'appeler l'étranger à leur secours : le joug ou du moins le protectorat intéressé de l'Autriche fut pour eux plus que l'amour de leur peuple. Mais le moment est venu où nous ne pouvons pas tolérer

p us longtemps une telle intervention; nos intérêts comme nos sympathies nous obligent à nous y opposer. »

L'effet qu'une pareille déclaration produirait sur l'esprit des Italiens ne saurait être apprécié que par des Italiens. D'ailleurs on n'a pas besoin de s'en rapporter à ce qu'ils disent là-dessus. C'est l'Autriche elle-même qui le disait, lorsqu'elle faisait entrer en Piémont ses troupes pour replacer sur ce trône absolu la dynastie sarde, à laquelle les Piémontais avaient imposé une constitution. C'est le Pape, c'est le roi des Deux Siciles qui l'ont dit, en appelant les Autrichiens à leur secours. Et lorsque l'armée de l'Autriche évacuait ce pays, le prince de l'Église et celui de Sicile déclarèrent au monde entier que leurs peuples avaient en horreur le gouvernement arbitraire. Ils firent sans le vouloir cette déclaration, en soudoyant les Suisses avec des sommes exorbitantes, ruineuses pour leurs finances, plongeant ainsi

eurs peuples dans une misère qui ne fait qu'augmenter chaque année.

Pour gage de sa promesse et comme moyen de la rendre efficace, la France n'aurait qu'à établir trente mille hommes sur les Alpes, dans un camp fortifié, et faire débarquer en même temps deux mille hommes dans une des provinces des Deux-Siciles. Une bonne moitié des troupes sardes irait grossir l'armée française sur les Alpes. Les deux mille Français envoyés dans les Siciles feraient en peu de jours prendre les armes aux populations de l'Italie, depuis Bologne jusqu'à Palerme. Comment douter qu'il en arrivât autrement, si, dans ces pays en 1820 et en 1831, on prit les armes et on se donna des institutions sans l'aide de la France, et plus encore, lorsque son gouvernement était contre leur cause ?

Après ces résultats, l'apparition de quelques bâtiments de guerre au pavillon tricolore, devant Gênes, ferait déclarer cette place

pour la cause italienne. Nous qui connaissons, qui sommes obligés de connaître l'esprit public italien, au lieu de craindre que de tels mouvements rapides ne s'obtinssent pas, nous craindrions qu'un bon nombre de villes restées même sous les baïonnettes de l'Autriche n'eussent pas la patience d'attendre le moment favorable pour éclater, et que par des mouvements prématurés elles s'exposassent à la vengeance de l'ennemi commun. Dans l'espace d'un mois, les douze millions d'Italiens, depuis le Pô, organiseraient cent vingt mille hommes, dont quarante mille choisis, sans chevaux, sans artillerie, sans armes, seraient embarqués pour Toulon sur cent grosses galères. La France donnerait à ce corps d'armée artillerie, armes, chevaux, et le dirigerait sur le Rhin ou sur les Alpes.

On a vu de nos jours les Italiens aller plus vite que cela. Ainsi, en 1800, ceux qui avaient pris place dans les rangs du premier consul, arrivés sur e grand Saint-Bernard, et dé-

couvrant déjà moins de l'œil que de la pensée cette patrie pour laquelle ils allaient combattre, se précipitèrent vers elle, sans s'inquiéter s'ils trouveraient d'autre nourriture au milieu des Alpes que les herbes qui croissaient au fond de la *Valdobia;* d'autres chemins que des hauteurs couvertes de neiges et qui semblaient inaccessibles; d'autres hôtes que les Autrichiens en armes, qui les attendaient à Varallo pour leur barrer le passage.

En s'y prenant de la sorte, la France, sans avoir compromis son armée, la verrait grossir de soixante et dix mille hommes de Piémontais et du midi de l'Italie. Cette armée ainsi formée se tiendrait entre les Alpes et Gênes, sans se soucier des Italiens au-delà du Pô, qui s'occuperaient de leur organisation et ne craindraient nullement les progrès de l'ennemi, par les raisons que nous allons exposer.

L'armée autrichienne, obligée de contenir

les provinces vénitiennes, lombardes, et surtout les provinces piémontaises, toujours prêtes à combattre, que ferait-elle? Iraitelle attaquer les Français sur les Alpes, ou bien marcherait-elle sur Gênes? Dans l'un et l'autre cas, ce serait l'Autriche qui irait attaquer le taureau par les cornes. Les Autrichiens passeraient-ils le Pô? S'ils osaient prendre une pareille décision, les Italiens les laisseraient s'avancer jusqu'aux Abruzzes, jusqu'à Gaëte et même jusqu'à Naples. Mais non, une telle supposition n'est pas permise, car si cela arrivait, les Français alors n'avanceraient point avec l'armée franco-italienne sur Milan; ils feraient mieux, ils en débarqueraient une portion dans la Toscane, et l'ennemi serait pris en flanc, ayant de tous côtés la population contre lui.

On doit plutôt croire que les Autrichiens se tiendraient sur la défensive dans la Lombardie. Dans ce cas, l'Italie méridionale ne s'emparerait-elle pas de Venise, ne menace

rait-elle pas Trieste et toute la côte autrichienne dans l'Adriatique? car les Italiens du midi, ou par leur marine, ou aidés par la marine française, seraient par mer supérieurs à l'Autriche. Afin de démontrer que l'Autriche aurait plus de forces qu'il ne lui en faut pour faire la guerre en Italie, on pourrait dire qu'en 1814, faisant face à l'armée française, commandée par Bauharnais en Italie, elle avait envoyé en même temps une armée en France. Mais, dans ce temps, les Autrichiens en Italie, au lieu de craindre les efforts de douze millions d'Italiens au-delà du Pô, avaient pour eux les Siciliens avec les Anglais, sous les ordres de lord William Bentinks, outre Joachim, roi de Naples, avec son armée. Ils n'occupaient que quelques provinces de la Lombardie : l'armée française qu'ils avaient devant eux était très-peu nombreuse. Mais dans les circonstances que nous avons supposées, la situation des Autrichiens en Italie serait bien autrement difficile.

Les Italiens du midi, maîtres de l'Adriatique, auraient le choix ou de harceler l'ennemi dans toutes les directions en Lombardie, ou bien de le menacer dans son empire du côté de l'Istrie ou de la Dalmatie. De sorte que l'Autriche aurait autre chose à faire que d'attaquer la France ou d'aider ses ennemis avec ses troupes dans une guerre générale. C'est dans ce cas que les Français verraient combien il serait avantageux pour eux de ne pas rencontrer les Autrichiens du côté du Rhin.

Quant à l'Italie, une fois que le midi, depuis le Pô, la rivière de Gênes et le Piémont en totalité ou en partie, seraient entrés dans le système italien, la cause de son indépendance serait gagnée. Les Italiens pourraient combattre l'ennemi non-seulement comme nous venons de le dire, du côté de Ravenne, de Venise et de la Dalmatie; mais ils pourraient aussi manœuvrer du côté de Gênes; et enfin leur armée, qui aurait combattu à côté de l'armée française, et leurs divisions

qui auraient fait la guerre sur les côtes de l'Adriatique, marcheraient contre l'ennemi dans la Lombardie et soutiendraient cette belle et brillante réputation que les corps italiens de toute arme avaient acquise au temps de l'empire.

Nous avons développé nos idées autant qu'il était nécessaire, pour convaincre les Français que l'indépendance italienne pourrait s'obtenir avec des sacrifices peu considérables, sans compromettre aucunement l'armée française; que cette entreprise ne pourrait manquer de réussir, et que le succès serait d'un avantage incontestable pour les deux nations. Car l'Italie indépendante établirait un juste équilibre entre les forces des gouvernements constitutionnels et celles des princes absolus; l'Italie indépendante empêcherait l'isolement de la France et ferait cesser les continuelles alarmes à l'égard des provinces du Nord.

Mais si les intérêts matériels du moment

aveuglaient la France au point de lui voiler sa position relativement aux princes du Nord et de lui faire perdre de vue sa question vitale ; si au lieu de la France la Grande-Bretagne voulait exécuter le projet le plus convenable à ses intérêts, projet digne de la plus haute politique, et qui l'éleverait à ses propres yeux en même temps qu'il ferait oublier au monde entier tous les torts que le gouvernement si prolongé des torys n'a pas craint de se donner envers l'étranger ; si le gouvernement anglais, en s'emparant des idées de Canning, voulait montrer aux hommes que c'est en accroissant les libertés dans l'intérieur qu'on peut montrer encore mieux au dehors l'énergie du gouvernement de Cromwell ; si l'Angleterre voulait enfin se prononcer pour l'indépendance de l'Italie, elle l'accomplirait aussi bien et peut-être aussi promptement que la France. D'ailleurs, la nation britannique, quoique n'étant pas, comme la France, dans la nécessité de se-

courir l'Italie (ainsi que nous venons de l'exposer) pour l'amour de sa propre conservation, retirerait cependant de son alliance plus d'avantages qu'elle n'en a retiré jusqu'ici d'aucune de ses alliances en Europe.

Nous n'aurions pas besoin d'indiquer à l'Angleterre de quel côté elle devrait commencer ses opérations, car elle ne l'ignore point. Elle sait bien que la Sicile lui tend les bras. Les Siciliens ont beaucoup à se plaindre de l'Angleterre, mais ils oublieraient l'injuste égoïsme des torys, et ils salueraient avec des transports de joie le pavillon britannique sous la direction d'un cabinet vraiment national.

L'apparition des bâtiments anglais déciderait cette île à se déclarer contre son gouvernement absolu aussi promptement que les courriers pourraient en faire le tour (1). A

(1) Nous dirons à ceux qui voudront connaître sans risquer de se méprendre l'état véritable de l'esprit public dans l'île de la Sicile; que dernièrement, lorsque le

peine la nouvelle du mouvement sicilien serait connue dans l'Italie méridionale, que l'étendard de l'indépendance italienne flotterait dans les Calabres, dans les Abruzzes, dans la Romagne. Dernièrement encore les manifestations faibles et indécises de Catane firent écho avec la rapidité de l'éclair sur les rives du Tronto. La ville de Gênes serait entraînée aussi promptement que la moitié de l'Italie depuis le Pô. La France, ayant les yeux sur le Rhin et la Savoie, ne voudrait pas laisser échapper une si belle occasion.

Mais que ferait l'Autriche au milieu de tout ce mouvement? Si elle s'avançait vers

choléra se déclara dans cette île, les habitants profitèrent de l'embarras dans lequel se trouvait le gouvernement pour se révolter contre le pouvoir absolu. Le manque d'ensemble, dans cette tentative, fut cause qu'elle échoua. Un grand nombre de citoyens furent exécutés dans cette circonstance, comme si le fléau du choléra n'eût pas enlevé assez de victimes dans cette malheureuse île, qui est resté plongée dans la misère et dans le désordre

le midi ce serait une bonne fortune pour les Italiens. L'ennemi ne les trouverait plus, comme en 1821, non-seulement abandonnés de toute l'Europe, mais ayant toute l'Europe contre eux; car la France et l'Angleterre même envoyèrent leurs escadres à Naples avec des intentions hostiles aux principes que la nation avait proclamés et que les gouvernements étrangers ne voulaient pas admettre. Quelle différence entre se voir en guerre avec toute l'Europe et être protégés par l'Angleterre, ayant une citadelle telle que la Sicile pour retraite! Et cette France dont le roi, en 1821, envoya trente-six millions à l'Autriche pour la mettre en état de faire marcher son armée sur Naples, la voir maintenant disposée à tomber sur l'ennemi de l'Italie s'il voulait passer le Pô! Quel courage un tel auxiliaire ne communiquerait-il pas aux Italiens! Car si la France ne voulait pas prendre l'initiative une fois la guerre sérieusement engagée entre les Italiens et les

Autrichiens, la France ne pourrait pas demeurer spectatrice impassible d'une lutte entre ses amis et ses ennemis d'intérêt et de sympathies; d'une lutte dont l'issue influerait si puissamment sur son avenir.

Il résulterait de là que l'armée autrichienne ne passerait pas le Pô, et que Italiens du midi n'ayant point alors l'avantage de combattre l'ennemi dans ces positions favorables que la variété du sol offre depuis Bologne jusqu'aux Calabres, devraient d'abord harceler les Autrichiens et ensuite les combattre de front.

Le reste s'accomplirait en grande partie, comme nous l'avons dit, dans le cas où la France seconderait les Italiens. Ceux-ci, au commencement de leurs opérations, soutenus par la marine anglaise, s'empareraient de Venise. Maîtres de l'Adriatique, ils menaceraient l'Autriche, tantôt dans ses états, tantôt dans la Lombardie, sans lui donner un moment de repos. Pour mieux former le

moral de l'armée italienne, il serait plus sage de la faire combattre dans les provinces autrichiennes baignées par la mer; car il est dans la nature des hommes qui sont sous le drapeau de mieux s'aguerrir loin de leur pays. La Hongrie pourrait bien, peut-être, profiter des embarras de l'Autriche, en voyant l'empire autrichien attaqué par un peuple qui n'a pas d'autre ambition que celle de défendre sa liberté contre un gouvernement qui cherche aussi à détruire la liberté hongroise.

Une fois les troupes italiennes bien organisées et aguerries dans une guerre non interro[illegible] de détail, on se disposerait à attaqu[illegible] ennemi dans ses positions. Leur mouve[illegible]ent décisif partirait de Gênes. C'est alors que les Piémontais justifieraient l'opinion bien établie dont ils jouissent, de soldats brave[illegible] et ennemis prononcés du nom aut[illegible] réunion des forces italiennes à la [illegible] u Pô avec celles du Piémont se-

rait le coup de grâce de l'armée autrichienne en Lombardie.

Nous franchissons fréquemment les intervalles qui séparent une proposition des moyens qu'il faudrait employer pour parvenir à son exécution, parce que nous ne nous sommes proposé de tracer ici ni un plan de campagne, ni un système d'organisation des forces italiennes. Ces particularités ont été traitées par nous dans des publications précédentes. Mais il est aisé de voir, d'après ce que nous venons d'exposer, que l'Angleterre ne ferait pas une démarche hasardée ni très-dispendieuse en aidant les Italiens à proclamer leur indépendance.

Toutefois si la mauvaise fortune de notre patrie nous fait penser que ce ne serait point une faiblesse de la pa[illegible] des Italiens d'imiter les peuples des États-Unis d'Amérique, qui invoquaient le secours des autres peuples contre un ennemi duquel ils [illegible]ient séparés par l'Cc\u00e9an ; si la condition a[illegible]lie de l'Ita-

lie nous fait juger qu'il soit utile ou nécessaire d'indiquer à la France et à l'Angleterre les moyens les plus convenables de nous prêter leur appui, et de leur démontrer qu'en nous l'accordant elles agiraient conformément à leur intérêt : ne croyez pas un instant, vous, peuples italiens, que nous manquions de confiance dans votre volonté ni dans votre énergie. Nous avons expliqué dans d'autres pages que l'Italie pourrait bien d'elle-même conquérir son indépendance. Nous avons indiqué aussi comment ce résultat pourrait être obtenu par un pays de vingt-quatre millions d'habitants, un pays dont le sol se prête à la guerre défensive plus que celui de tous les autres pays de l'Europe, un pays dont le climat communique aux habitants cette intelligence et cette élasticité qui se font remarquer en eux, même pendant leurs époques les plus malheureuses.

Cependant lorsque nous vivions sur notre

ol natal, lorsque nous avions un levier dans nos mains, nous n'écrivions pas, nous ne consultions pas les dispositions des gouvernements d'au-delà des monts envers notre patrie ; nous ne cherchions pas à savoir si leurs sympathies lui étaient acquises. Nous nous occupions à tirer partie des bonnes dispositions de nos concitoyens, à les pénétrer des idées de nationalité propres à faire taire ce fatal égoïsme qui domine et humilie la race humaine.

Si à l'égard de l'indépendance de leur patrie et de ses institutions politiques les Italiens étaient d'accord avec les princes qui les gouvernent, si, nous ne dirons pas un Mainfroi, ou le père de ce héros, ou bien un Philibert de Savoie, si, dis-je, un des princes italiens de nos jours ôsait embrasser la cause italienne, nous croirions que l'Italie pourrait aisément se passer des secours du dehors, lesquels, s'ils n'humilient pas toujours

un peuple, ne tournent pas non plus à sa gloire (1).

Mais nous avons malheureusement un double obstacle à surmonter. Nous avons à détruire les divers pouvoirs absolus par lesquels nous sommes dominés, et nous avons en même temps à combattre l'étranger, qui maîtrise directement une partie de nos provinces, dans lesquelles il s'est fortifié. C'est dans cet état de détresse qu'il nous est permis de dire à l'Angleterre : « Aidez-nous, car le secours que vous nous prêtez tourne avec usure à votre avantage. » De dire à la France : « Aidez-nous, car il y va de votre salut. » Néanmoins, nous sommes encore d'avis que même sans l'Angleterre et sans la France, si les Italiens étaient animés d'une volonté forte, l'Italie pourrait d'elle-même

(1) En un mot, l'Autriche est plus forte de chacun des états d'Italie : l'union morale existe entre ces états ; mais la matérielle en est empêchée par les princes qui les gouvernent.

conquérir son indépendance et des institutions de son choix. Nous le pensons d'autant plus que les peuples de ces deux grandes nations ne permettraient pas à leurs gouvernements d'aider une seconde fois secrètement l'Autriche, de même qu'il arriva en 1826.

Nous ne serions pas surpris, si quelques-uns d'entre ceux qui veulent bien nous lire, demandaient pourquoi nous dévoilons nos projets, s'ils sont utiles à la cause italienne. Nous répétons ce que nous écrivions dans l'*Italie militaire*, que l'ennemi ne pourrait pas tirer avantage de nos idées; car il ne pourrait aplanir ni les Alpes ni les Apennins. Il ne pourrait pas sécher la mer dont l'Italie est environnée; il ne pourrait pas diminuer la haine des Italiens contre son joug; il ne pourrait pas enfin détruire les bateaux à vapeur, d'une utilité immense pour l'Italie en cas de guerre.

D'ailleurs, il n'est pas sans utilité que les

Anglais et les Français sachent que l'Italie indépendante, en combattant l'ennemi commun sur son sol, en le combattant sur toute la côte autrichienne, baignée par l'Adriatique, l'Italie, dis-je, tiendrait en échec toutes les forces dont l'empire autrichien pourrait disposer; et que, l'une des deux nations, ou toutes les deux, avec très-peu de sacrifices et sans probabilité d'exposer leurs forces à des revers, pourraient obtenir les résultats immenses que les peuples libres en Europe tireraient de l'indépendance italienne.

Mais pour répandre plus de jour sur les propositions que nous avons avancées dans ce chapitre, nous traiterons dans celui qui va suivre de l'avantage que les Italiens pourraient tirer des bateaux à vapeur dans une guerre qui aurait pour objet leur indépendance.

CHAPITRE III.

Des avantages que les Italiens pourraient retirer des bateaux à vapeur en cas d'une guerre défensive ou insurrectionnelle.

Nous avons exposé, dans l'*Italie militaire,* combien, depuis les Alpes jusqu'à la Sicile, ce pays est propre à une guerre défensive. Mais en parlant des bateaux à vapeur, nous avons simplement fait mention des avantages que les Italiens pourraient en tirer. Dans ce chapitre, nous nous proposons de faire connaître la nature de ces avantages. Il n'est pas nécessaire d'avoir des notions militaires pour comprendre ce que nous allons exposer.

Avant de commencer notre examen, nous sommes obligés d'indiquer combien les places fortes maritimes sont, sous tous les rapports,

supérieures à celles qui se trouvent dans l'intérieur des terres :

1° En premier lieu, une place forte maritime ne peut pas se prendre par famine, à moins que l'ennemi ne soit également supérieur par terre et par mer, circonstance que l'Italie n'a point à craindre de longtemps. D'ailleurs ce pays saurait se créer promptement une force maritime capable de défendre son littoral, et les bateaux à vapeur entreraient pour beaucoup dans un tel armement, parce qu'ils sont plus propres à la défense qu'à l'attaque, surtout dans une mer orageuse telle que la Méditerranée ;

2° Une place forte maritime peut prolonger sa défense très-longtemps. Il en est, telles que Venise, Gênes, Gaëte, qui ne tomberaient peut-être jamais au pouvoir des assiégeants. La mer libre ne vous donne pas seulement des vivres, mais elle vous débarrasse des malades et des blessés, vous facilite le remplacement des pertes, soit dans le per-

sonnel, soit dans le matériel, et les habitants peuvent quitter la place quand ils le veulent ou quand cela est nécessaire. Gaëte fut prise par Masséna, en 1806, parce que le général qui y commandait n'avait aucune idée de son métier. Masséna rendit Gênes, en 1800, faute de vivres, parce qu'il était assiégé par une armée autrichienne du côté de la terre et bloqué par les Anglais du côté de la mer;

3o L'ennemi ne tenterait pas impunément de faire observer une place par un corps proportionné à sa garnison, parce qu'elle pourrait recevoir des renforts, et qu'alors le corps d'observation se trouverait compromis. Par exemple, six mille hommes dans une position fortifiée pourraient bien observer une garnison de douze mille hommes dans Mantoue, et permettre au reste de l'armée de passer outre. Mais en supposant que six mille hommes observassent Gênes, tandis que le reste de l'armée passerait le Pô, ils se trouveraient compromis, quand même la garni-

son de la place ne serait que très-faible, car elle pourrait recevoir des renforts considérables qui seraient à portée d'agir contre le corps d'observation, ainsi que contre les derrières de l'ennemi. En 1806, Masséna, qui était soutenu par un parti puissant et nombreux dans le royaume de Naples, n'osa pas aller faire la guerre aux Calabrais avant d'avoir soumis la place de Gaëte, par laquelle l'armée anglo-sicilienne aurait pu se jeter sur les derrières de l'armée française. Mais si Gaëte n'eût pas été une place maritime, Masséna l'aurait pu observer par une brigade en position, et aurait marché sur les Calabres. Imaginons que Napoléon, en 1814, eût eu la possibilité de faire débarquer seulement un corps de trente mille hommes à Anvers, les alliés auraient-ils osé s'avancer sur Paris, en observant avec des forces insignifiantes les places fortes situées sur la frontière française?

4° Les garnisons des places maritimes ne

sont pas condamnées à rester toujours inactives, ainsi que celles de l'intérieur. Si les Italiens étaient maîtres de leurs places fortes, et que l'ennemi, en les négligeant, s'avançât vers le midi, la garnison d'Alexandrie n'oserait pas quitter la place pour l'inquiéter sur ses derrières, mais les deux tiers des garnisons de Gênes, de Porto-Ferrajo et de Gaëte pourraient se réunir et se prononcer, selon les circonstances, contre l'étranger ;

5° Il n'y a rien de plus triste, souvent de plus malsain pour les habitants et pour la troupe, que les places éloignées de la mer. Les places maritimes sont dans des conditions tout-à-fait opposées, à cause de la salubrité de l'air et de l'abondance comme de la fraîcheur des vivres, ce qui rend la garnison et les habitants attachés à la cause pour laquelle ils combattent, plus disposés à la défense, et plus patients à supporter les dangers et les travaux ;

6° Les garnisons des places maritimes, lors-

que la mer est libre, ne tombent pas au pouvoir de l'ennemi. La patrie alors ne perd pas avec la place une portion de ses forces. Le moral de la garnison, pendant le siége, n'est pas affecté par la funeste idée que tant de sacrifices, tant de sang répandu, n'auront d'autre résultat que la nécessité de se soumettre quelques jours plus tard. Dans la guerre comme dans toutes les combinaisons sociales, le moral est tout : le premier soin doit être de fortifier, de soutenir le moral du soldat. Les opérations stratégiques, les manœuvres savantes, la force numérique, la discipline même, ne viennent qu'après ;

7° En total, les places maritimes sont d'un entretien moins dispendieux, parce que leurs fortifications qui regardent la mer ne sont pas aussi coûteuses que leurs fronts fortifiés donnant sur la campagne : en outre le transport du personnel et du matériel pour la place est plus économique par mer que par terre.

Il est donc démontré que les places fortes du littoral ont d'immenses avantages sur celles qui se trouvent dans l'intérieur du pays. Ainsi nous n'avons pas de peine à faire comprendre de quelle utilité serait pour l'Italie, en cas de guerre, la découverte des bateaux à vapeur (1).

(1) Nous croyons nécessaire de faire un tableau rapide des principales places maritimes et de celles de l'intérieur, qu'il faudrait, selon nous, conserver, mettre en état de défense ou bien agrandir. Les personnes qui ne sont pas versées dans le métier des armes, et qui toutefois n'ont pas besoin de l'être, pour comprendre ce chapitre, doivent remarquer que le nombre des places, dans la Péninsule, ci-après marquées, est de beaucoup inférieur à celui que possèdent les autres contrées plus ou moins étendues de l'Europe, et qu'elles suffiraient néanmoins pour la défense de l'Italie.

Les principales places de guerre maritimes seraient Venise, Ancône, Pescara, Manfredonia, Brindisi, Tarente, Crotone, Messine, Syracuse, Trapani, Palerme, Tropea, Capri, Gaëte, Porto-Ferrajo, la Spezia, Gênes. Les places dans l'intérieur seraient Mantoue, Alexandrie, Bologne, Foligno, Castro-Giovanni, en Sicile. Ces trois dernières places devraient être soutenues par un camp retranché permanent, dans lequel un corps d'armée pourrait se défendre. Bologne devrait être fortifiée

Supposons à l'Italie un nombre de bateaux à vapeur qui, utiles au commerce en temps de paix, pourraient en temps de guerre, et en se faisant suivre par d'autres bâtiments non à vapeur, transporter le personnel et le matériel d'un corps d'armée. Il est aisé de concevoir que les opérations stratégiques qu'on obtiendrait de ce corps seraient pour ainsi dire aussi variées, aussi nombreuses que les combinaisons des pions sur l'échiquier.

S'il ne s'agissait que de transporter des

d'après le beau système que les généraux Haxo, Valazé et Richemont proposèrent pour la ville de Paris. Dans l'*Italie militaire,* nous proposions, pour fortifier Bologne, un autre système, mais nous avons ensuite approfondi celui des généraux mentionnés ici, et nous le croyons préférable.

En cas de guerre imminente, on construirait un vaste camp retranché à Monteforte, près d'Avellino, et un autre dans les Calabres. Sur les Apennins, depuis les Alpes jusqu'au détroit, on fortifierait de temps en temps des couvents et d'autres bâtiments sur des points où l'artillerie ne peut pas aller.

troupes d'un point à un autre avec rapidité, tous les pays baignés plus ou moins par la mer auraient à-peu-près le même avantage. Mais il est nécessaire aussi d'assurer aux troupes une fois débarquées des points de retraite et un terrain montagneux ou coupé, afin qu'elles ne soient pas exposées ou à mettre bas les armes ou à être battues par un ennemi supérieur, soit par le nombre, soit par la discipline. En Italie, ces points de retraite et ce terrain se trouvent soit dans les places maritimes situées sur les deux mers opposées, près et souvent vis-à-vis les unes des autres, et soit dans les Apennins, qui traversent le pays dans toute sa longueur. L'Espagne, la France ni l'Angleterre n'ont pas la forme étroite et longue de l'Italie sur leur littoral, elles n'ont pas non plus le voisinage continuel de hautes montagnes; ainsi elles ne peuvent, dans une guerre défensive, tirer des bateaux à vapeur les mêmes avantages qu'en tirerait la Péninsule italienne.

Pour répandre plus de lumière sur nos idées, passons à l'application de ce que nous venons d'avancer. Supposons que l'Italie une fois indépendante soit attaquée par son ancienne et constante ennemie, c'est-à-dire l'Autriche, et admettons que l'armée autrichienne occupe la Lombardie.

Les Italiens, au moyen des bateaux à vapeur et des places maritimes de Venise et Gênes, pourraient porter leurs forces et même les deux tiers des garnisons des autres places de guerre situées sur les côtes vers les derrières de l'ennemi ou sur un de ses flancs, à leur choix. Si leur opération venait à manquer, ils auraient une retraite dans Venise, dans Gênes et dans les Apennins, d'où ils pourraient gagner la Spezia ou bien se jeter sur Bologne, en embarquant leur artillerie.

Il n'est pas hors de propos de rappeler ici qu'à l'aide de ces mêmes Apennins plus au midi Fabius sauva Rome.

Les Italiens maîtres de la mer ne pourraient jamais perdre Venise. Si l'ennemi entreprenait le siége de Gênes, il pourrait y trouver sa perte; car toutes les forces italiennes, y compris celles stationnées en Sicile et dans les places de l'Adriatique, auraient la facilité de se présenter rapidement dans le Génovesat.

Si l'ennemi marchait sur Bologne, les combinaisons stratégiques se multiplieraient en faveur des Italiens, puisque, des deux mers opposées, les forces dont l'Italie pourrait disposer tomberaient à la fois sur ce grand point d'opérations offensives et défensives. Dans le cas même où l'étranger surmonterait tant d'obstacles et s'avancerait sur Foligno, les Italiens auraient encore plus beau jeu; car ils auraient le choix d'attaquer les lignes de l'ennemi dans la Lombardie par Venise, et à Bologne par Porto-Ferrajo. Enfin, plus l'étranger s'avancerait dans l'Italie, plus les forces de ce pays, au moyen des Apennins et

des deux mers qui se rapprochent toujours davantage, pourraient se réunir rapidement, tantôt pour barrer le passage à l'ennemi, tantôt pour manœuvrer sur ses flancs et sur ses derrières. Une armée autrichienne serait-elle plus audacieuse que ne le fut l'armée française sous Masséna, qui n'osa pas laisser Gaëte derrière elle? Cependant les Français avaient un parti puissant dans la nation, et les Anglo-Siciliens ne pouvaient débarquer que peu de troupes. On peut voir dans l'histoire des guerres de cette époque combien les Anglais firent valoir dix mille hommes à-peu-près dont ils pouvaient disposer, en les débarquant tantôt dans les îles Ioniennes, tantôt à Ischia, près de Naples, et quelquefois en Espagne, sur les côtes de Valence, et dans la Catalogne. Et cependant il est à remarquer que, dans ce pays, les Anglais ne possédaient pas autant de places maritimes, voisines les unes des autres, qu'on en voit en Italie, et que les bateaux à vapeur n'étaient pas alors en usage.

Si nous avons supposé que l'armée envahissante pénétrerait si loin en Italie, ç'a été pour mieux indiquer les avantages que les bateaux à vapeur donneraient aux Italiens, en cas qu'ils fussent obligés de se défendre. Cette connaissance, si l'occasion se présentait, calmerait leur imagination, frappée par le souvenir des revers des temps passés. Il est d'une grande utilité qu'ils sachent que l'Italie, devenue indépendante, ne tomberait plus victime de l'ambition et de l'avidité de l'étranger (1).

Il suffirait aux Italiens de deux et même d'une seule année pour organiser leurs forces ; alors toute armée étrangère qui oserait les attaquer rencontrerait sa perte entre les Alpes, Gênes, la Spezia, Bologne et Venise. L'invention des bateaux à vapeur contribuerait beaucoup à sa ruine sur ce terrain. Ce-

(1) Nous avons traité, dans d'autres pages, des moyens par lesquels les Italiens pourraient conquérir leur indépendance.

pendant l'influence de ces bateaux augmenterait, pour les Italiens, à mesure qu'on s'avancerait vers le midi de la péninsule ; les places de guerre maritimes sur l'Adriatique et les bateaux à vapeur, non-seulement favoriseraient les Italiens pour entreprendre les opérations défensives les plus hardies contre l'armée autrichienne, mais aussi leur donneraient la facilité d'attaquer l'Autriche vers Trieste, Fiume et la Dalmatie. Ce serait une bonne fortune pour les Italiens que de pouvoir se défendre en combattant leur ennemi sur son propre territoire.

Qu'on se rappelle au temps de l'empire français l'admiration qu'inspiraient les troupes du royaume d'Italie : intrépidité, élan, intelligence, sobriété, vigueur pour les longues marches, telles étaient leurs vertus. Elles savaient endurer également le soleil de l'Espagne et le froid du Nord. Napoléon lui-même, à Sainte-Hélène, leur a rendu justice.

Mais l'empereur Napoléon n'aimait pas trop à lancer les Italiens dans la carrière de la gloire; et les peuples d'Italie ne pouvaient, de leur côté, déployer, pour le soutien de l'empire, l'élan et l'enthousiasme qu'ils montreraient dans une guerre qui aurait pour but leur indépendance (1).

(1) Napoléon à Sainte-Hélène disait au docteur O'Méara les paroles suivantes : « Lorsque les Autrichiens possédaient l'Italie, ils cherchaient en vain à se faire des soldats des Italiens. Ceux-ci désertaient aussi vite qu'on les levait, ou bien, s'ils étaient obligés de marcher à l'ennemi, ils se sauvaient au premier coup de feu. Il était impossible d'en tenir rassemblé un seul régiment. Lorsque j'eus conquis l'Italie et que je commençais à y lever des soldats, les Autrichiens se moquèrent de moi et disaient que je perdais ma peine; qu'ils l'avaient essayé longtemps et qu'il n'était pas dans la nature des Italiens de se battre ou de faire de bonnes troupes. Néanmoins je levai plusieurs milliers d'Italiens, qui se battirent avec autant de bravoure que les Français, et qui ne m'abandonnèrent pas, même dans mon adversité. Quelle en était la cause ? J'avais aboli le fouet et le bâton que les Autrichiens avaient adopté : j'avançai ceux des soldats qui avaient des talents, et je fis de plusieurs d'entre eux des géné-

CHAPITRE IV.

Sur la Confédération italienne projetée par l'Autriche et sur les forces de cette puissance.

De tant de malheurs qui ont pesé sur l'Italie après la chute de l'empire romain, les plus funestes ont été, selon nous, la royauté des papes et la domination de l'Autriche. Florence tomba au pouvoir de Charles-Quint par le défaut d'accord des états de la péninsule

raux. Je substituai l'honneur et l'émulation à la terreur et au fouet. »

Les écrivains qui blâment les Italiens de ce qu'ils n'ont point encore réussi à chasser l'étranger et à se donner des institutions semblent oublier qu'en Italie il faut combattre en même temps ses propres princes et l'Autriche. Ces princes qui, sourds à la voix de l'honneur, ne s'occupent qu'à détruire le sentiment de nationalité dont les Italiens sont animés dans ce moment : ces princes ne font que travailler à leur ruine, et nous espérons voir de nos jours l'Italie lutter avec succès contre son triste sort.

entre eux, et sa chute entraîna celle de la liberté ; elle disparut alors du sol de l'Italie, de ce sol où elle avait existé de temps immémorial. Son image et son nom survécurent seuls dans Gênes et dans Venise.

Si le gouvernement autrichien, qui succéda au gouvernement espagnol en Lombardie, eût eu le courage et la force de s'emparer de toute la péninsule, les Italiens, se trouvant sous le même joug, nourrissant tous la même haine, et n'ayant qu'un seul ennemi à combattre, n'auraient pas tardé longtemps à ressaisir leur indépendance. Mais, pour comble de malheur, l'Autriche manquait de l'ambition et peut-être de la force nécessaire pour achever une si grande conquête. Elle eut recours à la ruse et se conduisit de manière à n'alarmer ni le pape ni les autres gouvernements italiens ; et elle avait alors assez de puissance pour leur faire craindre les effets de son ressentiment, en cas qu'ils se fussent tous ligués contre elle.

Les Italiens, accablés sous le joug étranger, sous le pouvoir des papes et le despotisme des autres pays, et aussi par la domination des aristocraties de Gênes et de Venise, avaient presque oublié les vertus et la magnanimité de leurs ancêtres du moyen-âge. Chez eux, l'amour de la liberté s'était assoupi; leur activité s'était restreinte aux beaux-arts; le nombre des citoyens qui frémissaient en voyant l'étranger consolider son établissement dans quelques provinces de l'Italie diminuait tous les jours.

Vers la moitié du dix-huitième siècle, on vit paraître des écrivains célèbres, dont la plume révélait dans l'âme des hommes éclairés le désir d'un meilleur avenir. Mais l'étonnante et salutaire révolution française secoua les Italiens de la léthargie dans laquelle leur triste destinée les avait plongés; elle leur montra, dans toutes ses conséquences, la malheureuse situation d'un pays dont une partie a pour maître un étranger voisin et puissant.

La lutte des Italiens avec l'Autriche date de l'époque à laquelle les Français déployèrent à leurs yeux le drapeau tricolore. Napoléon avait repoussé l'Autriche au-delà des Alpes, et l'on dut espérer que c'était pour toujours. Il organisa dans la péninsule le royaume d'Italie : heureux les Italiens et lui-même, si de toute l'Italie il eût formé un seul royaume !!!

Dès que Napoléon fut renversé, l'Autriche jeta le masque ; elle fit connaître, sans aucun ménagement, la conduite que depuis longtemps elle se proposait de tenir envers les Italiens.

Non contente de garder pour elle la Lombardie et l'état vénitien, l'Autriche voulut étendre son influence et son système politique sur toute la péninsule. En 1814, elle écrivait à Joachim, roi de Naples : Je vous protégerai, mais à condition que vous n'accorderez pas à votre pays les institutions qu'il vous demande. En vain nous disions à ce malheureux prince : N'écoutez pas le gouverne-

ment autrichien ; ses conseils sont funestes et causeront votre perte. Donnez pour base à votre trône les institutions que votre peuple vous demande ; environnez-le des sympathies que vous acquerrez ainsi dans le reste de l'Italie, et ce trône sera inébranlable. Bien loin de nous écouter, le roi nous rappela de notre quartier-général de Sinigaglia ; il avait décidé même de nous faire traduire devant un conseil de guerre, ayant appris que nous ne nous bornions pas à former des vœux pour l'établissement d'un gouvernement constitutionnel dans notre patrie.

Lorsque Napoléon, échappé de l'île d'Elbe, débarqua en France, Joachim, qui avait eu le temps de reconnaître dans quelle voie périlleuse l'avaient égaré les perfides conseils et les fallacieuses promesses de l'Autriche, vint attaquer en Romagne les troupes de cette puissance ; mais, comme il ne fit ni précéder ni accompagner cette levée de boucliers d'aucune manifestation propre à jeter au cœur

des Italiens l'espoir d'obtenir de lui les institutions tant désirées, il demeura seul contre un ennemi supérieur en forces, et perdit dans cette entreprise mal combinée la couronne de Naples et l'indépendance de l'Italie.

Au retour du roi Ferdinand à Naples, la première condition que lui imposa l'Autriche fut non-seulement de ne pas accorder une constitution en-deçà du Phare, mais même de détruire celle qu'il avait jurée en Sicile.

Tout le monde sait qu'en 1821 les Autrichiens détruisirent la liberté à Naples et dans le Piémont, et qu'en 1831 ils la détruisirent dans l'Italie centrale. Cependant toutes les menées de l'Autriche, en 1821, pour anéantir la constitution que les Napolitains s'étaient donnée, ne sont que peu connues. Si le gouvernement autrichien se fût borné à envoyer une armée à Naples, et à obtenir par la force ce qui convenait à sa politique, on aurait vu dans ce procédé ce qu'on a toujours vu et ce que l'on verra toujours, l'exercice du droit

du plus fort. Mais, peu certaine du succès de ses armes, l'Autriche, avant de s'en servir, avant de se montrer lion, épuisa toutes les ruses du renard.

Elle fit insinuer au parlement de Naples que, s'il laissait partir Ferdinand, il montretrerait par ce fait que le roi était libre, et que, si ce prince, qui désirait finir ses jours en paix, assurait qu'il avait accordé de bonne volonté une constitution à ses peuples, les puissances alliées reconnaîtraient le nouvel ordre de choses dans les Deux-Siciles. Mais, une fois que le roi fut arrivé au milieu des princes de la sainte-alliance, l'Autriche ne négligea aucun moyen pour lui persuader qu'il devait demander l'intervention de ces mêmes princes dans les affaires de son royaume. On se servit de la seconde femme du roi Ferdinand, la princesse de Partanne, pour représenter à ce prince que, dans son intérêt comme dans un intérêt commun à toutes les couronnes, il était dans l'obligation de faire

cette demande; et les ministres de l'Eglise furent chargés de le convaincre que le parjure d'un roi n'offense point le ciel. En même temps l'Autriche fit répandre le bruit que leur constitution n'admettant qn'une chambre, elle ne voulait la détruire que pour la remplacer par une qui en accordât deux. Elle berçait quelques-uns des généraux employés dans l'armée napolitaine de la promesse de leur accorder la dignité de pair du royaume-uni.

Ainsi l'Autriche a réussi plus d'une fois, tantôt à empêcher que l'on introduisît des institutions constitutionnelles en Italie, et tantôt à renverser celles qui y avaient été proclamées; mais elle ne se dissimule pas que le temps approche où il ne lui sera plus permis d'intervenir dans les mouvements politiques qui pourront surgir au sein des états italiens; que déjà elle ne pourrait ni passer le Pô ni même entreprendre le siége d'Alexandrie ou de Gênes, sans s'être d'abord assurée

du consentement ou du moins de la tolérance non-seulement des princes régnant en France et en Angleterre, mais aussi de celle des hommes parlementaires, qui, dans l'un et l'autre pays, consultent l'opinion de la nation dont ils sont à-la-fois les délégués et les représentants, et aux yeux desquels une paix à tout prix ne serait pas toujours une paix supportable. Cette disposition actuelle des gouvernements et de l'opinion, tant en France que dans la Grande-Bretagne, a rendu plus actives les inquiètes prévoyances du cabinet autrichien, et a donné lieu au fameux projet, tant de fois annoncé dans les journaux, de la confédération des princes italiens sous le protectorat des princes de la maison de Hapsbourg.

L'Autriche n'ignore pas que la confédération des princes italiens n'est pas celle des peuples d'Italie ; elle sait que si, par exemple, une nouvelle révolution arrivait à Naples, elle devrait se garder de faire marcher avec son contingent ceux du Piémont et des

autres états italiens ; car ce ne serait que porter des aliments à l'incendie. Ce que l'Autriche se propose par son plan de confédération, c'est de paraître agir de concert avec les autres gouvernements d'Italie, toutes les fois qu'elle voudra faire marcher ses troupes vers le midi de la péninsule pour intervenir dans les querelles qui s'éleveraient entre les peuples et leurs monarques ; c'est de faire entrer dans la composition de ces armées prétendues fédérales, avec son contingent tout allemand, non les troupes nationales des princes italiens, mais les étrangers à leur solde et leurs gardes-du-corps, espérant, par cette association de forces différentes de nom, mais semblables en réalité, en imposer à la crédulité des peuples, et donner une suffisante satisfaction aux exigences diplomatiques des cabinets de Londres et de Paris.

Cependant l'Autriche n'a pas encore osé faire ouvertement des démarches pour mettre à exécution ce projet de confédération des

princes italiens. Peut-être a-t-elle reconnu que les chambres électives de France et d'Angleterre ne tiendront aucun compte d'une confédération aussi évidemment illusoire ; peut-être craint-elle que les hommes qui composeraient ce contingent des autres princes fussent leurs propres gardes-du-corps, et ne se montrassent, s'ils sont Italiens, plus disposés à se réunir à leurs compatriotes qu'à faire cause commune avec les étrangers, qui les oppriment tous, n'importe leur position sociale.

Dans ces chapitres, comme dans ceux de l'écrit intitulé : *L'Italie militaire*, comme dans une autre brochure, *Sur les moyens qui peuvent conduire à l'indépendance italienne*, nous n'avons jamais cherché à amoindrir, aux yeux de nos compatriotes, la force dont l'empire d'Autriche pourrait disposer contre notre patrie. Nous avons cru, au contraire, que nos concitoyens devraient avoir de cette force une idée exacte et complète. Ce n'est

point en faisant naître parmi eux des illusions, en supposant leur adversaire faible, que nous avons voulu les pousser à la haute entreprise de leur régénération politique; c'est par des considérations plus sincères et qu'ils sont plus en état d'apprécier; c'est en déployant à leur intelligence toutes les ressources que vingt-quatre millions d'Italiens trouveraient dans leur sol, que la nature semble avoir préparé pour la guerre défensive, pour la guerre des masses contre les troupes réglées, pour les faibles contre les forts, pour l'enthousiasme bien dirigé contre les longues habitudes de la discipline et des combats.

Mais s'il était impolitique, de notre part, de voiler en partie les difficultés que nous rencontrerons dans la guerre de l'indépendance, il est de notre devoir de faire remarquer aux Italiens que, si la force autrichienne se présente gigantesque aux premières rencontres de la lutte, elle est tellement

vicieuse dans sa base qu'il faudrait qu'elle fléchît immanquablement devant la moindre persévérance que les Italiens voudraient lui opposer. Cette base est minée par les dispositions hostiles de la Hongrie, par le mécontentement de la Bohême et de la Gallicie contre l'Empire ; elle est minée par le dégoût des Tyroliens, mal récompensés de tous les sacrifices qu'ils firent à l'Autriche au temps de Napoléon ; elle manque enfin de solidité à cause du mauvais état des finances de l'Empire. A l'époque même où l'Europe tout entière se montrait favorable à ses desseins, l'Autriche aurait eu probablement beaucoup de peine à faire la guerre même à Naples, sans les trente-huit millions que le roi de France lui prêta en 1821.

On pourrait objecter que l'Autriche défendit longtemps ses provinces contre l'armée et le génie du général Buonaparte. En effet, cette défense fut longue et opiniâtre, ou, pour mieux dire, l'Autriche renouvela cinq fois ses

armées détruites. Mais alors tous les états allemands lui étaient dévoués, et lui accordaient avec enthousiasme jusqu'au dernier de leurs hommes et de leurs écus. Alors les sympathies des classes inférieures du peuple étaient pour elle. Le Piémont l'aida autant qu'il était en son pouvoir de le faire, et le monarque sicilien envoya à l'armée autrichienne un brillant corps de cavalerie qui se distingua dans plusieurs affaires. Alors l'Autriche, aidée par l'or de l'Angleterre, n'avait qu'à combattre une armée qui, bien que très-vaillante, bien que guidée par un capitaine de grand génie, était peu nombreuse et n'avait pour elle l'appui d'aucune force maritime, puisque la marine anglaise était maîtresse de la mer. Mais, dans la guerre de l'indépendance italienne, l'Autriche ne serait plus soudoyée par l'étranger; elle ne pourrait retirer les mêmes ressources qu'autrefois de ses états, en grande partie mécontents de son administration. Les peuples n'ont plus ni l'a-

veugle enthousiasme ni les profondes convictions d'autrefois sur l'excellence de la monarchie. Si les Italiens n'ont pas, au commencement de la lutte, une armée aguerrie comme celle du général Buonaparte, ils auront pour eux le nombre, l'étendue de toute la péninsule jusqu'à la Sicile, les positions les plus avantageuses, surtout vers le Midi, et enfin l'incalculable avantage de ces combinaisons stratégiques par mer dont nous avons parlé dans le chapitre précédent.

Il faut ajouter aussi que l'empire autrichien est composé d'éléments hétérogènes; on y diffère de langage, on y diffère de mœurs, on y diffère de climat, on y diffère de religion. Les besoins d'un de ses états ne sont pas les besoins de l'autre; et il y a lieu de croire que la guerre de l'indépendance italienne achèverait de désunir les membres en désaccord de ce géant monstrueux. D'ailleurs, dans le temps de progrès sociaux où nous vivons, un gouvernement stationnaire par nécessité ne

renferme-t-il pas en soi-même les éléments d'une dissolution prochaine ?

Que l'Autriche reconnaisse ces vérités ; qu'elle craigne les progrès du siècle, comme un grand vaisseau vieilli craint l'approche des rochers : c'est ce que tous ses actes semblent révéler ; elle rétablit les jésuites, fait revivre l'ordre de Malte, crée une noblesse de cour en Lombardie, établit dans son empire une censure bigote qui y était inconnue jusqu'ici.

Or, un gouvernement réduit à exhumer des cadavres et à invoquer leur appui, peut-il tenir l'Italie asservie plus longtemps, tandis que les autres nations de l'Europe méridionale, moins avancées qu'elle dans la civilisation, ont déjà conquis leur liberté ?

CHAPITRE V.

L'Italie devenue indépendante doit-elle être séparée en plusieurs Etats liés entr'eux par le système fédératif ou régie par un seul gouvernement ?

Une grande divergence existe dans les esprits sur la question qui fait l'objet de ce chapitre. Bien des personnes pensent même qu'il convient d'en différer l'examen et de le remettre au temps où l'Italie, devenue indépendante, jouira de la liberté nécessaire pour exprimer son vœu à cet égard : nous avons toujours été d'un sentiment contraire. Ce n'est pas en sortant de la lutte qu'il aurait fallu soutenir pour soustraire la commune patrie au joug de l'Autriche que les intelligences seront assez rapides, assez calmes pour bien apprécier les inconvénients, les avantages de l'un comme de l'autre système ; et

cependant c'est alors qu'il faudrait adopter l'un des deux.

Nous l'avons dit ailleurs, nous le répétons ici : à quoi les Italiens réfugiés sur la terre étrangère pourraient-ils plus dignement occuper les loisirs de leur long exil qu'à méditer sur ces hautes questions ?

Nous désirionsles voir traitées par des hommes qui, plus que nous, ont fait de la théorie des divers gouvernements le sujet de leurs études ; nous nous sommes adressés à deux de nos amis, d'une capacité bien connue ; mais ils nous ont répondu : Chargez-vous de ce travail, vous recevrez de votre patriotisme des inspirations plus sûres que nous n'en obtiendrions de notre savoir. Faisons-nous bien de suivre leur conseil ? C'est ce dont les Italiens, plus sévères que les étrangers, vont être juges.

Avant d'entamer ce sujet, nous sommes obligés d'en aborder un autre, ou, pour mieux dire, nous avons à combattre un pré-

jugé qui a pris racine non-seulement parmi les étrangers d'une notable intelligence, mais quelquefois encore parmi nos compatriotes eux-mêmes. Les Italiens, dit-on , ne sont pas unis ; ils ne s'entendent pas ; ils manquent de sympathie les uns pour les autres ; ils ne s'aiment point : voilà ce qu'on entend répéter partout. Mais , si telles sont en effet les dispositions des habitants des diverses parties de l'Italie envers ceux qui sont nés hors des limites politiques dans lesquelles ils ont reçu le jour ; si les citoyens d'un état sont les ennemis nés des citoyens de tout autre état , il faut convenir que les princes italiens se montrent bien insensés lorsque, dans les différends qui surgissent entre eux et leurs sujets, ils s'adressent au-dehors, ils demandent secours à des étrangers qui se font chèrement payer, au lieu de faire un appel à leurs voisins, d'opposer les habitants du nord de la péninsule à ceux du midi, et de contenir les

Italiens d'une contrée par les Italiens d'une autre.

En 1821, au lieu d'implorer le secours des Ultramontains, le roi de Naples n'aurait-il pas beaucoup mieux fait d'écrire à son frère le roi de Sardaigne : « Vos sujets sont les ennemis des miens ; votre armée saisira avec joie l'occasion de venir écraser ces Napolitains rebelles qu'elle déteste, et de s'enrichir de mes trésors, qu'autrement je serais obligé de prodiguer aux Autrichiens? » Cependant une pensée qui semble si naturelle ne vint pas à Ferdinand.

Le prêtre-roi des états romains fut encore plus insensé lorsqu'en 1831 il aima mieux se confier à l'Autriche que de réclamer l'appui de Ferdinand des Siciles, dont le pieux dévouement à l'Eglise lui était bien connu, et dont les sujets détestent, dit-on, les Romains.

Mais les faits déposent hautement contre ces prétendues assertions. Lorsque les Autri-

chiens s'avancent sur Naples avec l'élite de leurs forces, les Piémontais, au lieu de se déclarer les ennemis des Napolitains, se montrent leurs frères avec autant d'affection que de générosité; car ils prennent les armes contre l'ennemi d'une partie de la famille italienne, sans attendre les résultats d'une lutte dont le non-succès ne pouvait que leur être funeste.

Quelques jours plus tard, un grand nombre de Piémontais, trahis par celui qui était à-la-fois leur prince et leur complice, sont réduits à chercher un refuge. Où vont-ils? A Gênes, chez des hommes considérés comme leurs implacables ennemis. Ceux-ci ferment les portes de la ville à l'armée étrangère; les réfugiés reçoivent des habitants des secours d'argent et de vivres; des moyens de transport leur sont fournis, ils font voile pour Barcelonne.

Dès que la constitution d'Espagne fut proclamée à Turin, les Génois suivirent le mou-

vement général, sans s'occuper de leur intérêt particulier, sans retour vers leur ancienne et illustre république.

En 1831, les Romagnols, loin de craindre les troupes napolitaines, prennent la résolution de se réunir à elles, et de s'avancer vers les Abruzzes. Plût au ciel que le gouvernement provisoire eût exécuté un tel projet, au lieu de compter sur les trompeuses déclarations du ministère français !

Lorsqu'en 1815 Joachim entrait à Bologne à la tête des Napolitains, qui poursuivaient l'épée dans les reins les troupes de l'Autriche, ils furent reçus dans cette ville comme des frères qui viennent briser les chaînes de leurs frères ; et quand les Napolitains, dans leur mouvement rétrograde, défendaient le passage du Reno, à une demi-lieue de Bologne, les habitants de cette ville s'exposaient volontairement à la mitraille et à la fusillade des Autrichiens pour soigner les blessés de

l'armée de Naples au moment même où elle était en pleine retraite.

Nous avons jusqu'ici laissé parler les faits pour mettre nos lecteurs à même de juger combien est mal fondée l'opinion que les Italiens ont peu de sympathie les uns pour les autres. Consultons maintenant leurs opinions politiques, et voyons s'il existe entre eux cette divergence qui leur est si injustement reprochée.

A l'époque où l'armée républicaine de la France entra en Italie, les classes inférieures de la société, depuis les Alpes jusqu'en Sicile, étaient opposées aux principes de la liberté, tandis que les classes aisées étaient disposées en faveur de ces mêmes principes. Ainsi les mêmes vicissitudes, les mêmes inspirations, les mêmes idées, se manifestèrent au nord, au centre, au midi de l'Italie.

Au temps de l'empire, lorsque ces peuples, qui avaient fait des progrès dans les idées libérales, et considéraient le Code Napoléon

comme plus favorable à leurs intérêts que les anciennes lois féodales auxquelles ils étaient soumis, les gardes nationales, depuis la côte de Gênes jusqu'à celle des Calabres, depuis celles-ci jusqu'à celle de Trieste, se battaient avec acharnement contre les Anglais, auxiliaires des puissances féodales ; et si les Siciliens se déclarèrent pour ces derniers, cela prouve encore davantage l'accord des opinions politiques chez tous les Italiens, puisque les Anglais, pour faire prononcer en leur faveur les peuples de la Sicile, avaient été obligés d'aller au-delà du Code Napoléon, et de donner aux Siciliens une constitution avec deux chambres.

Presque tous les états d'Italie ont, à différentes époques, proclamé une constitution qui leur était propre ; mais on n'en a jamais vu une seule qui eût une tendance différente de celle des autres. Ces constitutions, il est vrai, n'ont existé que peu de temps ; mais, pendant leur courte durée, aucun Italien

n'a émigré ni n'a été exilé pour des opinions contraires au changement politique qui s'était opéré dans son pays.

Les Anglais, pendant qu'ils occupaient la Sicile, avaient donné aux Siciliens, ainsi que nous venons de le dire, une constitution semblable à la leur ; cependant, lorsqu'en 1820 la constitution espagnole fut proclamée à Naples, le peuple de la ville de Palerme, tout en prenant les armes pour rendre la Sicile indépendante du côté du détroit, ne demanda pas le rétablissement de la constitution anglaise ; il adopta celle que le peuple napolitain venait de se donner.

Ainsi ces inimitiés, ces antipathies supposées, et si souvent alléguées, contre les peuples au-delà et en deçà du Phare, ne fournissent aucun argument solide en faveur de ceux qui s'efforcent de prouver que l'unité italienne est impossible. Nous pourrions ajouter qu'après qu'une convention fut signée entre l'armée débarquée en Sicile et la ville de Pa-

lerme, cette île offrait un corps de quinze mille hommes, habillé et équipé à ses frais, et ses troupes seraient parties pour la frontière, dans l'intention de combattre le véritable ennemi de tous, c'est-à-dire, les Autrichiens(1). Mais ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans ces détails et de renouveler d'amers souvenirs. Du reste, après le mouvement du peuple de Palerme, quoique la Sicile, pendant deux mois, soit restée sans troupes napolitaines, aucune ville de cette île n'imita la capitale. Palerme fut la seule à prendre les armes pour se séparer des provinces au-delà du phare. Et d'ailleurs, quand toute la Sicile aurait suivi momentanément l'exemple de la capitale, cela ne prouverait pas encore que les Siciliens soient opposés à l'unité italienne. Ainsi nous croyons avoir démontré par tout ce

(1) Le général napolitain qui entra dans Palerme y fut tellement aimé que l'on vit des habitants donner son nom de baptême aux enfants qui naquirent immédiatement après cet événement.

qui précède qu'il n'existe aucune divergence entre les Italiens depuis les Alpes jusqu'à Trapani, sur les hautes questions politiques.

On allègue encore certaines jalousies, certaines tendances des Italiens à se critiquer, et même à se déprécier les uns les autres. Mais n'en était-il pas de même en France, entre les Provençaux, les Gascons, les Bourguignons, les Normands, les Picards, etc., avant leur grande révolution? Si, depuis que les habitants de ces diverses provinces se sont réunis sous le même drapeau, et ont souvent fraternisé sur les champs de bataille, ces animosités ont beaucoup diminué, toutes les traces n'en sont pourtant pas encore entièrement effacées. Et n'en est-il pas de même dans une famille, si peu nombreuse qu'elle soit? Vivez dans son intimité, et vous entendrez chacun de ses membres se plaindre des autres, ou les blâmer; mais si quelque étranger veut attaquer l'un d'eux, tous se réuniront à l'instant contre lui.

Une autre question s'élève, question véritablement grave aux yeux des personnes qui, voulant juger de l'Italie sans l'étudier d'une manière approfondie, commettent souvent de véritables anachronismes. Comment pourriez-vous, nous disent-ils, vous débarrasser des Papes? Qu'en voudriez-vous faire? l'histoire nous l'enseigne; elle nous apprend que le pouvoir temporel du chef de l'Eglise lui a été conféré par l'étranger; que c'est par l'étranger seul qu'il est soutenu. Sans remonter bien haut, on voit qu'en 1831 la royauté papale aurait cessé à jamais d'exister, si l'Autriche ne lui avait pas prêté son appui. On veut savoir ce que les Italiens feraient du Saint-Père? Ils en feraient un véritable Pape. Ils ramèneraient la Papauté aux limites primitives de sa puissance. Ils feraient cesser ce scandale, cette absurdité sans nom d'un prêtre-roi. Machiavel a écrit que les Papes sont en Italie comme une pierre qui, placée entre les lèvres d'une plaie, l'empêche à jamais de

se cicatriser. La plaie italienne, c'est la division de la Péninsule en plusieurs états étrangers les uns aux autres.

Nous avons encore à combattre une autre objection qui est dans la bouche de tout le monde, et qui cependant n'est pas une difficulté sérieuse pour les Italiens : la Capitale ! Quel est, nous le demandons, le pays dont la capitale soit mieux indiquée que dans celui qui possède Rome ! Si même cette ville n'était pas centrale, si elle n'était pas très-étendue, très-bien placée sous le rapport militaire, ne lui suffirait-il pas de ce grand nom de Rome pour faire disparaître toutes les rivalités ? L'imagination est tout chez les hommes, et particulièrement chez les hommes du midi, chez les Italiens, possédés qu'ils sont par l'idée de leur régénération politique. D'ailleurs, aux titres que nous venons d'énumérer, l'ancienne capitale du monde en réunit d'autres non moins puissants : le Tibre, qui baigne ses murs, lui ouvre à peu de distance un accès

toujours libre dans la mer : les bateaux à vapeur qui remontent le fleuve lui donnent tous les avantages d'une ville maritime, et rendent faciles les communications de la capitale avec les provinces; ces communications pourraient encore devenir plus promptes par l'établissement d'un chemin de fer de Rome à *Civita Vecchia*.

Sous le rapport militaire, Rome ne saurait être mieux placée; entre elle et les Alpes, il existe deux hautes barrières que les Italiens pourraient aisément rendre insurmontables: Bologne et Foligno. Et puisqu'une grande nation doit, dans le choix de sa capitale, songer à l'avenir le plus éloigné, il faut compter aussi, parmi les circonstances favorables à Rome, qu'un débarquement vers l'embouchure du Tibre serait extrêmement difficile, surtout une fois que les Italiens auraient organisé leur marine de bateaux à vapeur, et des canonnières pour la défense des côtes. Enfin pour ne rien laisser d'imprévu, en for-

tifiant le mont Mario, dans des moments de grands revers, tous les objets précieux seraient en sûreté dans ces fortifications. Le gouvernement italien et son congrès siégeant à Rome, auraient une retraite assurée vers Foligno, vers les Abruzzes, et vers Gaëte.

Si l'Italie n'avait pas Rome, nous dirions que sa capitale devrait être un port de mer. On peut en dire autant de l'Angleterre, de l'Irlande et de l'Espagne. Nous avons entendu souvent des Espagnols regretter que leur capitale ne fût point une de leurs villes maritimes. Nous leur avons même entendu dire que si l'Espagne et le Portugal devaient former un seul état, la capitale devrait être Lisbonne. Quant à l'Italie, Rome est là, et toutes les questions sur ce sujet se trouvent ainsi décidées.

Nous venons de faire voir que les obstacles mis en avant pour soutenir l'impossibilité de l'union italienne, ou n'existent point, ou peuvent être surmontés. Passons à l'examen de

cette haute question : qui vaut le mieux pour l'Italie, ou sa division en plusieurs états liés par un pacte fédératif, ou la réunion de tous ces états en un seul, régi par un gouvernement unique?

Plus un peuple nombreux est spirituel et intelligent, moins pour ces individus les résultats de ces qualités se font remarquer, quand ce peuple est régi par un seul gouvernement. Sous la centralisation, l'individualité la plus brillante est éclipsée en grande partie. Si toute la Grèce eût été réunie sous un seul gouvernement quelconque, nous n'aurions peut-être jamais entendu parler ni des Spartiates, ni des Athéniens, ni des Thébains. Si l'Italie n'eût formé qu'un seul état dans les premiers temps, Rome, cette gloire du monde, ne serait pas apparue. Les hauts faits de Carthage, de Venise, de Gènes et de Florence, ne tenaient qu'aux populations de ces villes. Si, à la chute de l'empire des César, un des princes barbares eût constitué l'empire d'Ita-

lie de manière à en assurer la durée, tout ce que le moyen-âge enfanta de beau, d'admirable, d'utile pour l'humanité, nous serait probablement inconnu. En un mot, plus une société est nombreuse, plus les individus et les faits s'éloignent de la perfectibilité. Cette maxime est vraie, même pour les armées. Car, à toutes les époques, ce ne sont pas les plus nombreuses qui ont servi de modèle. Rome, en s'agrandissant, fit bien voir que la perfectibilité n'est pas de l'essence des grandes masses.

L'Angleterre prouve également de nos jours cette incontestable vérité. De toutes les nations de l'Europe, elle est la seule qui soit depuis longtemps en possession d'un gouvernement représentatif, et de la liberté de parler et d'écrire. Elle contient vingt-quatre millions d'habitants, sans compter l'immense population de ses colonies; mais combien de ces habitants sont heureux et civilisés? Que de millions d'Anglais dans les classes du peu-

ple changeraient leur sort contre celui des gens du peuple de la Toscane, peut-être même contre celui des paysans de la Lombardie, où l'étranger n'a pas encore entièrement réussi à détruire l'aisance populaire (1).

Mais, d'un autre côté, combien les Grecs et combien les Italiens du moyen-âge n'ont-ils pas payé cher l'état de leur civilisation, leurs hauts faits, la gloire d'avoir donné naissance à tant de grands hommes! L'Italie du moyen-âge arracha l'Europe à la barbarie dans laquelle elle était plongée : elle enseigna au monde alors connu les lois du commerce. A Londres, à Paris, nous voyons encore une rue des Lombards. Elle répandait partout les sciences et les arts. Le Kremlin de Moscou est l'ouvrage d'un Italien. Elle

(1) Nous ne prétendons pas dire que le nombre des habitants s'oppose directement au bien-être général : mais le nombre y est pour beaucoup, moins cependant que le torysme, que cette aristocratie avide et sans pitié pour la misère du peuple britannique.

donna aux Ultramontains la science de la guerre, et en particulier à la France les théories des fortifications que, depuis, ce pays a su porter à un si haut degré de perfection. Mais pourquoi ces mêmes dons faits aux autres peuples par les Italiens ont-ils tourné contre eux? Par une cause unique, la division de l'Italie en plusieurs petits états. Vainement, dirait-on que, grâce à l'expérience que l'on a acquise dans la manière de régler les confédérations, on parviendrait à en éviter les inconvénients. Ces inconvénients sont dans la nature des confédérations ; vous aurez beau imaginer des lois d'union et de conservation, vous triompherez une première, une seconde fois, vous repousserez Xercès, mais Philippe arrive, les états les plus éloignés du danger abandonnent ceux qui en sont plus rapprochés et la liberté disparaît.

Pour détruire l'indépendance suisse, il n'était besoin ni des sympathies qu'inspirait la république francaise, ni du génie de Napo-

léon. En dernier lieu, même, si le gouvernement français eût été fort de sa nationalité, on armée serait entrée en Suisse, sans obstacle sérieux, attendu la division en cantons. Mais si les ressources de cette contrée étaient centralisées, si ses forces avaient de l'unité, elle aurait pu, elle pourrait dans toutes les occasions défendre son indépendance. L'irrésolution de plusieurs cantons a diminué la confiance des Suisses dans leurs propres forces, et leurs hautes montagnes, leurs lacs, leurs rivières ont cessé d'être à leurs yeux des remparts inexpugnables. Les Suisses sont embarrassés de leur confédération, et les plus clairvoyants d'entre eux songent, depuis longtemps, à la fondre en un seul gouvernement.

Les inconvénients des confédérations se déclarent surtout dans les moments de grand danger, c'est-à-dire lorsqu'il n'est plus temps d'y porter remède. A quelque titre que ce soit, alliance ou confédération, ces réunions d'é-

tat et de contingents sont toujours peu sûres. Les liens les plus solides en apparence, ceux qui forment le mariage, ceux plus sûrs qui naissent de la consanguinité, se relâchent et se rompent quand la fortune vous abandonne. Tant que Napoléon fut heureux, Joachim le servit aussi bien comme roi qu'il l'avait servi comme général. La pensée de tenter sa fidélité ne vint à personne ; mais cette pensée surgit dès que le sort se montra contraire à l'Empereur. Alors des voix ennemies s'approchèrent de l'oreille de Joachim, et il écouta ceux qui lui disaient que les intérêts de sa couronne n'étaient pas ceux de la couronne impériale. Si Eugène, si Joseph ne l'imitèrent pas, c'est que l'un n'avait pas pour appui une armée espagnole, c'est que l'autre n'était pas prince souverain, et dans l'armée dont le commandement lui avait été conféré, il comptait moins d'Italiens que de Français. Supposez au lieu de vice-rois et de rois, des préfets ; au lieu de royaumes, des départe-

ments du grand Empire; vous reconnaîtrez que Napoléon n'aurait eu dans ses revers à redouter du côté de l'Espagne, du côté de l'Italie, ni défections, ni trahisons,

Qui ôserait soutenir que, si la France n'eût pas été unie, centralisée dans Paris sous la main d'un comité du salut public, elle serait sortie victorieuse de sa lutte contre toute l'Europe? Dans les temps difficiles, dans les moments d'action, l'unité c'est la vie, le défaut d'unité c'est la mort. Si les princes du Nord, même après les désastres de Napoléon dans la campagne de Russie, avaient dirigé la guerre en se tenant chacun dans sa capitale, Napoléon serait mort sur le trône. Mais ils se réunirent, ils marchèrent ensemble, ils firent abnégation de leur volonté; et malgré tous ces sacrifices, s'ils eussent essuyé des revers, ils se seraient divisés.

Venise résista seule à la célèbre ligue de Cambrai beaucoup mieux que n'auraient fait tous les états d'Italie coalisés, qui, longtemps

auparavant, faute d'ensemble, eurent la honte de laisser échapper Charles VIII (1). On a beau dire que les Etats confédérés seraient soumis à un général en chef; chaque état voudrait donner des ordres et des instructions au général de ses propres soldats, et le manque d'ensemble, les jalousies, l'égoïsme, feraient tomber l'armée fédérale dans le désordre. Dans la Péninsule espagnole, les maréchaux de France servaient sous un prince plus habile qu'eux tous, et ils étaient également intéressés au succès des armes de l'Empire. Mais l'éloignement de Napoléon fit développer parmi eux des rivalités et des jalousies, qui furent les véritables causes de leurs revers et des victoires des Anglais.

(1) Si les forces des différents états confédérés de l'Italie eussent agi de concert, l'audacieux Charles VIII, et ses bandes, au lieu d'exécuter leur retraite seraient tombés sous le pouvoir des Italiens. Cette leçon qu'ils auraient donné au prince français les aurait préservés des invasions de Louis XII, de François I[er] et de Charles-Quint.

Les avantages que l'Italie obtiendrait de sa centralisation en cas de guerre nous semblent grands et incontestables. Nous ne parlons pas de ceux qu'un gouvernement unique lui apporterait en temps de paix. Nous n'avons pas fait connaître non plus par quelles lois on pourrait éviter, ou diminuer du moins, les inconvénients auxquels se trouverait exposée l'Italie à raison de sa longueur, une fois qu'elle serait centralisée. Nous laissons ces soins à ceux de nos compatriotes qui ont plus que nous la connaissance du droit public et de l'économie politique. Il sera facile de démontrer que les villes de Turin, de Gènes, de Milan, de Venise, de Bologne, de Florence, de Naples, de Messine, de Catane, de Palerme, trouveraient dans l'unité italienne, régie par de sages lois, de meilleures garanties pour leurs intérêts matériels qu'elles ne pourraient en obtenir, si elles étaient capitales des petits états de l'Italie.

Les vérités que nous venons d'exposer exis-

tout pour tous les peuples qui ont besoin de se défendre. Mais ce besoin doit être senti pour les Italiens plus encore que pour les autres nations. Les peuples de l'Italie, habitués depuis des siècles à vivre séparés, n'éprouvent encore qu'un désir commun, celui de l'indépendance italienne; qu'une aversion commune, la haine des gouvernements absolus. Un Piémontais est presque étranger à un Sicilien; celui-ci l'est à un Vénitien ou à un Lombard. Quoique issus du même sang, nés sous le même ciel, ces peuples n'ont point vécu sous les mêmes lois civiles. L'abondance de vie, l'aptitude individuelle à de grandes choses qu'on trouve souvent en eux, alimentent encore leur tendance à la séparation. C'est pour cela qu'il faut à tout prix corriger cette tendance, fatale à leur liberté, fatale à leur nationalité. D'autant plus fatale aujourd'hui, que la puissance de nos voisins est plus grande qu'elle ne le fût. La France, qui a trente-quatre millions d'habitants, finira un

jour par aller jusqu'au Rhin, par prendre la Savoie, et conséquemment par augmenter d'autant sa population. L'Autriche s'est de plus en plus aguerrie, et sa population s'accroît chaque jour. Que pourrait contre ces deux puissances compactes, l'Italie morcelée en petits Etats.

L'unité italienne habituerait les peuples à communiquer plus souvent que par le passé les uns avec les autres, à mieux se connaître, à placer les ressources du pays et les talents des individus en commun, à donner de l'ensemble à leurs forces, à les organiser par les mêmes lois militaires, et à suivre pour toute la péninsule, ainsi que pour la Sicile, un système de défense raisonné.

Si un congrès italien s'assemblait pour délibérer sur cette question d'unité, nous profiterions de notre droit de citoyen pour lui adresser ces paroles : « Législateurs de la patrie, cherchez dans vos lumières et dans votre patriotisme les inspirations propres à éta-

blir des lois dont la sagesse tende à diminuer les inconvénients inévitables de la réunion de l'Italie sous un seul gouvernement. Combinez autant que possible, la prospérité de l'état avec celle de chaque province. Mais que la première de vos lois condamne à la peine des parricides les Italiens qui éleveront la voix contre l'unité de la Péninsule, tant que ses voisins, la France et l'Autriche, pourront mettre sur pied des armées de quatre à cinq cent mille hommes.

Et si quelque ville, égarée par l'égoïsme, osait s'opposer à la volonté souveraine du gouvernement italique, qu'elle soit traitée avec la même sévérité à laquelle eut recours le comité sauveur de la France envers la riche et populeuse ville de Lyon, lorsque la grande nation française était attaquée par tous les rois de l'Europe.

CHAPITRE VI.

Sur le gouvernement qui conviendrait à l'Italie indépendante et la tendance politique des peuples d'Italie.

Cette question paraît d'abord d'un plus haut intérêt que celle du chapitre précédent; mais, si l'on considère la situation de l'Italie relativement au reste de l'Europe, on trouve qu'elle a moins d'importance. La centralisation sous un seul gouvernement est, à nos yeux, une question vitale; c'est le *to be or not to be* du poète anglais. Sans cette centralisation, notre indépendance serait toujours précaire. Lorsqu'un peuple civilisé et intelligent comme le peuple italien est debout, lorsqu'il est maître chez lui, il peut choisir son gouvernement, et, s'il se trompe dans ce choix, il peut, à loisir et à son gré, le modifier.

Toutefois, si soustraire l'Italie au joug de l'étranger doit être le premier objet des méditations comme des efforts des Italiens, chercher quelle est la forme de gouvernement la plus favorable à leurs intérêts, la plus conforme aux vœux de la nation, n'est pas un soin moins digne de les occuper, et pour lequel il ne soit pas grandement utile de préparer les esprits afin de prévenir ou du moins de diminuer la divergence d'opinions sur un si grand sujet.

Nous ne le traiterons pas d'après les principes abstraits ; nous éviterons ces théories vagues qui ne donnent presque jamais d'utiles résultats aux sociétés. Pour se déterminer dans un tel choix, il ne suffirait pas de bien s'assurer des dispositions de la majorité des habitants ou de celle des classes les plus influentes de la nation ; il faudrait encore considérer l'état politique du reste de l'Europe ; car, de nos jours plus que jamais, l'Europe ressemble à une famille dont les membres,

peu d'accord entre eux, et animés par une jalousie réciproque, se surveillent de près les uns les autres.

Les hommes ont toujours changé et changeront toujours dans leur manière de voir et de sentir, surtout à l'égard des systèmes qu'ils adoptent pour se gouverner. Nous n'avons pas besoin, pour convaincre de cette vérité, d'avoir recours aux histoires anciennes, à ces générations de l'antiquité qui se croyaient si avancées dans la science des législations, et qui cependant ne surent jamais comment la liberté peut se trouver dans la monarchie. De nos jours l'exemple de l'Angleterre ne prouve rien. Si l'autorité des rois qui ont succédé aux Stuarts est très-bornée, l'aristocratie, voilée sous des formes parlementaires, s'est emparée d'un pouvoir sans bornes. Elle a garanti au peuple la liberté individuelle pour en jouir elle-même; mais, en même temps, elle a fait tourner à son profit l'activité et le courage que le peuple britannique a dé-

ployés, soit dans l'intérieur, soit au-delà des mers. Après avoir réduit la majorité de ce peuple à la misère, elle lui distribue journellement une dégradante aumône pour l'empêcher de mourir de faim.

Depuis cinquante ans, l'Europe est divisée entre trois principes : l'absolutisme, la république, la monarchie constitutionnelle.

L'absolutisme n'est un principe chez aucun peuple, mais il l'est aux yeux des princes et de l'aristocratie, intéressée, aussi bien que les princes, au maintien de cette forme de privilége. Si on permettait aux masses qui subissent le despotisme de raisonner, ou, si elles étaient suffisamment éclairées sur leur condition, bien certainement elles ne s'y soumettraient pas.

La république a causé une grande commotion en Europe. Partout où elle n'a pas détruit le despotisme, elle l'a plus ou moins ébranlé ; mais elle finit par faire place aux monarchies constitutionnelles, qui cependant

ont emprunté aux républiques la plupart de leurs institutions.

A l'époque où nous sommes, les peuples soumis aux princes absolus aspirent, avec plus ou moins d'unanimité, avec plus ou moins d'énergie, à une représentation nationale. En Russie même, on ne se borne plus à conspirer contre le despote, on conspire aussi contre le despotisme.

Dans les pays gouvernés par des monarchies représentatives, les princes, par la force de l'habitude et quelle que soit leur origine, cherchent à restreindre les libertés, tandis que les peuples font des efforts pour les défendre, selon la vigueur relative dont ils sont doués. En France et dans la péninsule espagnole, la tendance de la majorité est pour la monarchie démocratique. En Angleterre, on trouve que ce n'est pas assez d'un million d'électeurs, et dans la chambre des communes on a déjà fait entendre des paroles tendant à l'abolition de la pairie. Un membre du parlement qui aurait hasardé, il y a dix ans, une

pareille proposition aurait couru le risque de monter sur l'échafaud. En France aussi, on demande que le nombre des électeurs soit augmenté : ils possèdent la véritable souveraineté, puisque leurs députés font les lois, acceptent ou rejettent les ministres, qui gouvernent d'aprés la volonté de la chambre, laquelle est considérée comme la volonté du pays. On n'admettrait pas en France une seule loi contre l'égalité, et cependant une grande partie de la nation repousse la république ; cette république sans laquelle les Français seraient bien loin d'être égaux, et à laquelle ils doivent la plus grande partie des institutions dont ils jouissent.

Telle est, de nos jours, la situation de l'Europe, sur laquelle situation l'Italie aurait à tourner ses regards avant de se prononcer entre la monarchie constitutionnelle et la république ; car il ne pourrait être question pour elle d'un troisième système de gouvernement.

Après avoir montré ce qui se passe en

Europe depuis cinquante ans, il nous reste à examiner les événements qui ont eu lieu en Italie pendant la même période. Le passé nous aidera puissamment pour la recherche de ce que devraient être dans l'avenir le gouvernement et la politique des Italiens.

Dans les premières années de la république française, ses armées entrèrent en Italie ; elles dirent aux Italiens : « Le despotisme s'est ligué contre la liberté de notre patrie pour ne pas la voir propagée chez nos voisins. Le peuple français recherche l'alliance des autres peuples pour combattre tous les despotes de l'Europe ; unissez-vous à nous contre nos communs ennemis. » Les Italiens des classes élevées de la société et les hommes les plus distingués par leur intelligence embrassèrent la cause des Français. Ceux des classes moins éclairées et moins aisées se prononcèrent dans un sens contraire. Les pre miers pensaient que, pour acquérir la liberté, il fallait subir l'humiliation de la présence

temporaire de l'étranger; les seconds, sourds à cette voix de la liberté qu'une longue habitude de vivre sous le régime arbitraire et sous l'autorité du clergé leur faisait méconnaître, ne virent qu'un oppresseur dans ce même étranger, et se levèrent pour le repousser. La guerre civile éclata dans plusieurs provinces de l'Italie, et surtout dans celles du Midi. On vit combattre les Italiens républicains, dans les rangs français, contre les Italiens défenseurs des princes absolus, réunis alors sous les drapeaux de l'Autriche et de l'Angleterre. Nous demandons dans lequel des deux partis se trouvait le véritable patriotisme. Mais, avant de répondre, il faut songer que, sans les efforts du parti républicain, les peuples d'Italie ne seraient, à beaucoup près, aussi avancés qu'ils le sont dans leurs opinions politiques. Il faut remarquer aussi qu'en blâmant le parti républicain, vous blâmez à-la-fois, et des hommes tels que Rossi, Serillo, Cirillo, Mario Pagano, dont

la vertu était égale au savoir, et qui assouvirent la vengeance du despotisme en portant leur tête sur l'échafaud, et les premiers barons du pays, qui sacrifièrent leurs prérogatives et une partie de leurs richesses à l'intérêt général. De ce nombre étaient le duc d'Andria, le prince de Strongoli, le duc de Gensano, jeune homme de dix-huit ans; un Colonne, frère du prince de Stigliano, et tant d'autres, tous impitoyablement immolés par le pouvoir absolu aussitôt qu'il fut rétabli. Quel est l'Italien qui oserait condamner les intentions de ces hommes, grands par leurs lumières ou par leur vertu, ou distingués par leur position sociale, et tous également héroïques par le courage avec lequel ils affrontèrent et subirent la mort ?

A peine Napoléon se fut-il fait empereur qu'il ne fut plus question de république ni en France ni en Italie. Non-seulement les plus obscurs républicains de la péninsule, mais ceux mêmes qui étaient échappés au glaive

des princes d'Italie, ceux qui étaient rentrés de l'exil, se déclarèrent pour le système de la monarchie impériale, système qu'on appelait libéral alors. Les codes, les institutions, l'administration, l'organisation militaire de l'empire, furent préférés au gouvernement autrichien en Lombardie, et aux gouvernements des autres princes italiens qui se montraient ennemis de tout progrès.

Il est vrai que, parmi les peuples du Midi, les classes qui avaient combattu les républicains firent, pendant trois ans, une guerre d'insurrection contre les Français et contre leurs partisans; mais bientôt après, et comme par enchantement, les mêmes classes ne persistèrent pas dans leurs antipathies pour les institutions libérales; mais, adoptant des idées contraires, ces Calabrais, qui avaient combattu avec tant de vigueur et d'opiniâtreté pour le despotisme au temps de la république et pendant les premières années de l'empire français, ces Calabrais furent les pre-

miers, en Italie, à sentir que le système napoléonien ne suffisait pas, et à convoiter un gouvernement représentatif. Les carbonari de la Calabre furent les premiers Italiens dont le sang fut répandu pour avoir conspiré contre l'absolutisme de Napoléon en Italie; et si leurs doctrines, tout en faisant des progrès, eurent besoin de quelques années pour se développer et prendre de la consistance, elles y parvinrent cependant bientôt.

En attendant, toutes les provinces d'Italie qui dépendaient directement ou indirectement de Napoléon envoyèrent à ses armées la fleur de leur jeunesse. Les Italiens de toutes les classes s'étaient réconciliés entre eux; ils paraissaient sentir qu'il leur fallait seconder encore pour quelque temps le système en vigueur, afin de former leur éducation politique et militaire, et de se préparer à de meilleurs jours.

Telle était la situation des Italiens lorsque, avec la chute de l'empire français, ils virent

leurs espérances déçues encore une fois. Durant cette période de dix ans, si des Italiens, se croyant plus patriotes que les autres, eussent fait quelque démonstration en faveur de la république ou de la monarchie représentative, ou même de l'indépendance italienne, les aurait-on regardés comme agissant mieux dans l'intérêt de la patrie que tant d'autres qui, dans les armées, combattaient seulement pour relever l'Italie et la rendre glorieuse aux yeux des autres peuples, ou qui, dans les charges administratives de l'intérieur, travaillaient au bien-être et à l'amélioration du pays? Les premiers, en cherchant à exécuter un mouvement auquel personne n'était préparé, se seraient éloignés du but patriotique qu'ils se proposaient d'atteindre, tandis que les autres, quoique prenant une route plus longue, s'en approchaient lentement, mais d'une manière plus sûre.

En 1820, le carbonarisme s'était répandu dans toutes les provinces du royaume de Na-

ples ; il avait pénétré jusque dans les rangs de l'armée; parmi dix mille miliciens de deux provinces, d'Avellino et de Soggia, il n'en existait pas un seul qui ne fût carbonaro. L'armée, les milices et un général qui connaissait le vœu de la nation et qui savait vouloir lui-même, firent tomber le gouvernement absolu de Ferdinand. Ce ne fut pas le général qui imposa la constitution d'Espagne au roi ; le général reçut, au contraire, du monarque le manifeste royal qui octroyait aux Napolitains la constitution espagnole.

Cette constitution d'Espagne, malgré ses défauts, était désirée de tous les Italiens ; c'est ce que prouvèrent les Piémontais, qui, quelques mois plus tard, en attaquant aussi chez eux le pouvoir absolu, la proclamèrent à leur tour. Ceux qui, dans ce mouvement, auraient parlé d'indépendance italienne ou de république auraient certainement agi contre l'intérêt de la révolution (1).

(1) Ceux-là se trompent qui disent que rien de pis ne

L'Italie centrale détruisit, en 1831, le gouvernement du pape et ceux des princes de Modène et de Parme, et cependant aucun système politique ne fut proclamé. Doit-on

pouvait arriver qu'un pareil choix. L'adoption de la constitution espagnole n'alarmait pas les alliés au point de les porter à faire marcher des troupes pour la détruire; mais déclarer l'Italie indépendante, ou proclamer la république, c'était provoquer des hostilités certaines et subites, et alors ceux des Deux-Siciles auraient été hors d'état de les repousser. Le général napolitain ne pouvait pas disposer de plus de vingt mille hommes; les Piémontais et les Lombards lui écrivaient que pour le moment ils n'étaient pas en mesure de le seconder. L'Autriche, au lieu de passer le Pô avec cinquante-deux mille hommes, aurait pu en faire marcher le double, puisqu'à cette époque elle n'avait aucun ennemi en tête, et qu'elle comptait tous les gouvernements d'Europe pour alliés. Si le parlement napolitain n'eût pas consenti au départ du roi, le gouvernement de Vienne, le voyant toujours à Naples, aurait hésité à faire avancer ses troupes vers la frontière de ce royaume. Il mit huit mois à se décider, même alors que le roi Ferdinand fut à son pouvoir, et sous l'influence du congrès de Leybach; et il est à présumer que, sans cette circonstance, avec quelques défections de moins et un peu plus de vigueur et de prévoyance de la part du parlement, les Napolitains auraient bien réussi à défendre leur indépendance.

attribuer cette indécision à la timidité, au manque de patriotisme? Non, certainement. Mais les circonstances dans lesquelles se trouvèrent les Italiens de ces provinces leur firent croire que le bien de la patrie les obligerait d'attendre le développement d'autres événements avant d'arborer un drapeau quelconque.

Supposons qu'en 1831, le roi des Français eût dit au gouvernement provisoire de Bologne : « Proclamez mon fils roi d'Italie, et je vous aiderai de mon mieux. » Aurait-on trouvé un seul républicain sensé qui se fût opposé à une telle offre? Si, au contraire, la France eût été république, et qu'elle eût offert au même gouvernement de Bologne de venir en aide à l'Italie dès qu'elle serait devenue république, eût-on trouvé un seul Italien, partisan de la monarchie représentative, qui se fût opposé à ce qu'on imitât la France?

Ainsi l'amour de la patrie porta les patrio-

tes les plus loyaux de l'Italie à se prononcer pour le gouvernement républicain au temps de la république française ; à embrasser les institutions de l'empire au temps de Napoléon ; à proclamer la constitution d'Espagne en 1820. Enfin, en 1831, les Italiens, pour se débarrasser de l'étranger et des gouvernements absolus de leurs princes, attendaient des circonstances les inspirations nécessaires pour proclamer le système, non pas peut-être le plus convenable, mais celui qui eût eu le plus de probabilité de s'installer d'une manière solide. Ainsi Caton ne cessa pas d'être un bon citoyen lorsqu'il se déclara pour la dictature de Pompée, parce que cette dictature lui parut moins dangereuse que celle de César ; ainsi Machiavel, d'abord martyr de ses principes républicains, finit par désirer un prince dictateur pour rendre l'Italie indépendante ; ainsi Carnot, lorsqu'il se prononça pour Napoléon dans ses derniers efforts contre l'étranger, ne fut pas moins patriote que Carnot

siégeant au comité de salut public et donnant aux généraux républicains les instructions qui devaient leur faire remporter des victoires.

C'est d'ailleurs un axiôme connu, que le même système de gouvernement ne peut pas être choisi par un peuple, à toutes les époques de son existence politique, tantôt à cause de la disposition des esprits et des combinaisons sociales de son régime intérieur, tantôt à cause de sa position relativement à l'étranger.

Nous entendons des Italiens nous dire : « Assez du passé ; occupons-nous de l'avenir.» Si nous pouvions prévoir avec précision l'état de l'esprit public en Italie et la situation de la politique en Europe au moment où l'Italie sera libre de se donner des institutions, nous n'hésiterions pas un instant à exprimer notre manière de penser sur le système politique le plus conforme aux véritables intérêts de la patrie. L'ingénieur à qui

l'on demande son avis sur les ouvrages qu'on doit exécuter pour rendre une ville place forte, vous interrogera sur les accidents du terrain avant de vous donner une réponse. C'est ainsi que nous aurions une quantité de questions à faire, de cas à examiner ou à prévoir, avant de dire à quel système de gouvernement la préférence devrait être donnée. Au reste, si l'on ne peut pas prévoir avec précision toutes les circonstances dans lesquelles pourra se trouver l'Italie à une époque qui n'est peut-être pas éloignée de celle où nous sommes, il n'est pas difficile de les indiquer à-peu-près; c'est ce que nous allons faire. Nous exposerons en même temps, sur chacune de nos hypothèses, la manière de voir qui nous est propre, non d'après nos vœux et nos désirs, mais par suite de nos longues méditations sur les faits.

Le joug des Français pendant leur domination en Italie, non-seulement ne fut pas aussi pesant, aussi oppressif que celui que l'Autri-

che impose maintenant aux Italiens ; il leur fut même utile, sous certains rapports, durant les premières années. Mais, comme ces avantages le rendaient plus solide, il en était, pour cette raison, plus redoutable, et les Italiens devaient se montrer plus impatients de le secouer. A présent tout a changé de face, et nous sommes aussi éloignés de l'époque de l'invasion française que si plusieurs siècles nous en séparaient. Il n'est plus question, pour la France, de songer à la conquête de l'Italie. La Savoie et le Rhin, voilà ce que les Français désirent, ce qu'ils ont droit de désirer. Il ne leur faut ni plus ni moins, s'ils veulent songer prudemment à assurer leur existence politique. D'ailleurs, s'ils rêvaient à la conquête de l'Italie, ils rêveraient une impossibilité, car ils n'auraient pour eux ni les peuples ni les princes; et lorsque l'étranger, en Italie, n'a pour lui ni les uns ni les autres, il a beau être puissant, il échoue toujours dans ses projets ambitieux. Ainsi les Ita-

liens, au lieu de regarder la France d'un œil jaloux, doivent la considérer comme le corps de bataille de cette colonne libérale qui doit se tenir serrée et toujours sous les armes, tant que le nord de l'Europe continue à être régi par des princes absolus.

Les progrès que les peuples d'une bonne moitié de l'Europe ont faits vers la liberté nous placent nécessairement dans l'alternative d'adopter une monarchie démocratique comme la France, ou le gouvernement républicain entre la dangereuse division de l'Italie en petits états où la ferait tomber la république, et la mauvaise foi des princes à laquelle l'exposerait la monarchie. Si l'Italie était placée, comme la péninsule espagnole, derrière la grande barrière de la France, ou si elle était une île, ou si l'Europe n'avait pas des rois absolus très-puissants, son choix serait très-facile à faire; et si elle se trompait dans le choix, elle aurait le temps de changer de système, d'autant plus qu'en Italie la

guerre civile n'est pas à craindre : nous le démontrerons plus loin. Placés, comme nous le sommes, entre Scylla et Caribde, l'histoire ne peut nous servir de guide. Nous l'avons déjà dit, l'union d'une liberté sage et d'un sceptre puissant n'était point connue chez les anciens ; les rois de Sparte n'avaient rien de commun avec les nôtres. Si l'on veut prendre pour exemple quelques peuples modernes, et considérer les dernières époques de l'Angleterre, que voit-on dans ce pays? Une aristocratie puissante interposée entre le peuple et le roi. Les peuples libres, en Europe, ne veulent plus de cette aristocratie qui, même en Angleterre, est aujourd'hui attaquée, minée dans sa base.

Une autre question, non encore bien résolue dans les monarchies constitutionnelles, c'est de savoir jusqu'où doit s'étendre le pouvoir qu'ont les rois, en temps de guerre, de commander les armées. L'Angleterre, étant une ile, n'a pas eu trop besoin d'approfondir

une question si délicate. On peut avancer hardiment qu'en 1821, Napoléon n'aurait pas subi l'invasion autrichienne, si le régent n'eût pas été le commandant suprême de l'armée. De même les Français n'auraient pas réussi en Espagne, en 1823, sans la mauvaise foi du souverain de ce pays. Nous n'ignorons pas qu'on nous oppose la responsabilité du ministère et celle du ministre de la guerre en particulier. Mais, en temps de guerre, cette responsabilité, loin d'être réelle, ne peut pas même être apparente. L'histoire ne nous donne pas non plus un seul exemple d'une république compacte de vingt-quatre millions d'habitants. Les Etats-Unis d'Amérique se trouvent et resteront encore longtemps dans une position exceptionnelle, puisqu'ils n'ont à redouter aucun voisin puissant; d'ailleurs ils forment une confédération et ne peuvent servir de modèle à un état dont l'unité serait le principe. Au milieu de ces difficultés que l'on trouve toujours plus grandes, à mesure qu'on les

approfondit, nous supposons trois cas dans lesquels pourrait se trouver l'Italie indépendante.

Premier cas. Supposons nn congrès italien, appelé à délibérer sur la forme du gouvernement qu'il conviendrait de choisir pour l'Italie réunie. Selon nous, si le congrès voyait la royauté établie en France, il devrait déclarer la royauté pour l'Italie.

Second cas. Si ce même congrès voyait la France république, il devrait proclamer aussi, pour l'Italie, le gouvernement républicain.

Troisième cas. Si l'Italie se décidait pour une confédération, le congrès devrait adopter, pour tous les états sans exception, la forme républicaine.

Dans le premier cas, nous croyons qu'il faudrait que l'Italie fût monarchique. Elle devrait l'être pour demeurer alliée de la France, et agir d'accord avec elle pour étendre le système représentatif dans le reste de l'Europe; elle devrait l'être pour éviter, dans

les premières années de son indépendance, dans sa jeunesse politique, une guerre avec tous les princes absolus, une guerre qui, si elle était république, deviendrait tôt ou tard inévitable, et pendant laquelle même les princes constitutionnels feraient des vœux pour les puissances ennemies de l'Italie ; et ces princes ne se borneraient pas peut-être à de simples vœux.

Les Italiens, en proclamant la royauté, devraient se souvenir que ce n'est pas tel ou tel autre roiqui cherche à empiéter sur les libertés des peuples, mais que la nature a fait les hommes faibles et vains, incapables de résister à la flatterie, et que les flatteurs poussent tous les princes à ces envahissements des droits du peuple. Il serait difficile, mais cependant très-possible, d'imaginer des lois qui diminueraient de beaucoup les moyens de corruption que presque tous les rois constitutionnels de l'Europe ont en leur puissance. Il faudrait profiter des fautes que l'on

a commises en France, en 1830, dont tout le monde s'aperçoit aujourd'hui, et qui seront réparées plus tard.

Dans la seconde supposition, celle où la France serait république, l'Italie unie devrait l'être aussi, non-seulement pour rester d'accord avec son alliée naturelle et faire cause commune avec la France contre les pouvoirs arbitraires, mais encore par une plus forte raison. L'Italie, étant limitrophe de la France, ne pourrait pas rester monarchique si la France était républicaine. Il y a trop de rapports entre les deux peuples et trop d'imagination chez les Italiens, pour qu'il en arrivât autrement. Les Italiens devraient alors saluer du fond de leur cœur cette république indispensable; ils devraient brûler leurs vaisseaux; ils se placeraient sur le sommet d'une montagne élevée, où l'on respire un air pur, mais où l'on a un précipice à ses pieds. Ce fut cet air qui vivifia la faible humanité en formant le cœur des Thémistocle, des Agis, des

Epaminondas, des Régulus, des Caton, des André Doria.

Cependant le devoir du congrès d'Italie, avant de se prononcer pour la république, pour cet édifice toujours grandiose chez les Italiens, serait de consulter la volonté directe de tous les citoyens, afin de donner une base large et solide au nouvel ordre social. Napoléon, qui, comme homme d'état, fit les grandes fautes qui l'ont conduit à Sainte-Hélène, fit un acte d'habile politique lorsqu'il consulta la volonté du peuple français pour s'élever au trône impérial.

Dans la troisième supposition, celle de l'Italie confédérée, cette confédération, quoique très-dangereuse, selon nous, ne devrait être composée que d'états républicains, quelle que fût la forme de gouvernement établi en France.

Ce n'est pas à nous qu'il serait nécessaire de signaler les dangers auxquels serait exposée une république fédérative italienne; mais

ces dangers ne seraient pas aussi grands ni aussi imminents que ceux d'une confédération de princes. Une telle confédération aurait tous les inconvénients d'une ligue républicaine, serait même moins compacte, sans en avoir la vertu, l'énergie, la bonne foi, ni cette poésie de sentiment qui, dans d'autres siècles, faisait tant briller les peuples italiens du moyen-âge.

Nous n'avons parlé que des trois cas dans lesquels pourrait se trouver l'Italie devenue indépendante. Nous n'ignorons pas qu'il pourrait s'en présenter bien d'autres ; mais nous avons cru inutile d'entrer dans ces détails ; nous avons cru devoir nous arrêter aux plus saillants.

Imaginons que, quand l'Italie faisait des efforts pour conquérir son indépendance, un prince ambitieux, Italien ou étranger, se fût présenté donnant des gages, nous ne disons pas de bonne foi, qu'on ne doit pas admettre en politique, mais de grandeur d'âme, et

qu'il se fût compromis au point de ne pas pouvoir reculer, l'Italie n'aurait pas dû hésiter un seul instant à décerner à ce prince la couronne. Un roi usurpateur, en Italie, serait obligé de marcher avec la nation, à cause des nombreux prétendants dont il aurait à craindre la concurrence et les complots. D'un autre côté, si, dans la guerre de l'indépendance, le sang italien était versé en combattant sous le drapeau républicain; si, sous un tel drapeau, des victoires étaient remportées, ce serait agir contre les intérêts de la nation que d'essayer de contrarier son élan par respect pour certains principes. La politique n'est pas moins que toutes les choses humaines subordonnée aux événements et aux circonstances impérieuses.

Quant à nous, si, après avoir discuté de si grands intérêts, il nous était permis de faire connaître les vœux que nous formons pour l'avenir de notre Italie, nous déclarons que, dans l'état actuel de l'Europe, nous vou-

drions d'abord lui voir adopter une monarchie constitutionnelle, fondée sur de plus larges bases, ou bien lui voir adopter provisoirement le pouvoir dictatorial sous une forme et une dénomination dictées par les circonstances. Nous voudrions ce pouvoir ou bien la monarchie, selon que les Italiens seraient disposés à jouir d'une liberté plus ou moins complète, selon que la situation politique du reste de l'Europe mettrait les princes absolus en mesure de s'opposer, avec plus ou moins de force, aux gouvernements sans roi. Ce n'est pas nous qui craignons les commotions populaires ; nous, dont la carrière politique a été si orageuse ; nous qui n'avons jamais balancé entre les intérêts de notre patrie et la bienveillance des rois ; nous qui répétons du fond de notre âme :

Io per tranquilla servitù non cangio
Libertà non tranquilla.

Mais nous sommes convaincus qu'une po

pulation si nombreuse, dans un pays si étendu en longueur, dont les habitants ont une imagination si vive, ne pourrait pas, au milieu des agitations et des controverses du système républicain, cimenter une union solide et former un état compact. Nous sommes convaincus que l'Italie a besoin, pour quelque temps du moins, d'une unité de volonté, d'action, d'une direction constante et d'un ensemble de mesures qui la mettent à l'abri du danger ; et nous croyons que le gouvernement républicain ne pourrait pas lui donner de sitôt tous les éléments d'unité et de force dont elle aurait besoin. Si la république française triompha de ses ennemis, la France était unie et compacte depuis plusieurs siècles ; la France avait une capitale dont les provinces étaient accoutumées à recevoir l'impulsion. Néanmoins il y eut des moments où Paris ne commandait qu'à nn petit nombre de départements et combattait les autres. La France dut ses succès aussi bien

au manque d'ensemble, aux fautes stratégiques de ses adversaires, qu'à l'étonnante et persévérante énergie du gouvernement républicain et de ses décemvirs.

Notre conviction que l'Italie a besoin, avant tout, d'être compacte, est telle que si, pour obtenir et conserver son unité, notre patrie ne pouvait pas éviter de subir même un despotisme temporaire, nous ne balancerions pas un instant à nous écrier : « Subissons-le, ce despotisme ; l'intérêt vital de notre péninsule nous ordonne de nous y soumettre. » A plus forte raison, nous croyons qu'il y a des cas dans lesquels les Italiens devraient adopter une monarchie constitutionnelle, malgré les inconvénients d'un tel système, inconvénients que nous n'avons pas manqué d'exposer. Dans l'état actuel de l'Europe, on n'a pas d'indépendance, et moins encore de liberté, sans être fort ; et, en tout temps, on n'est pas fort sans être uni.

Jeunesse égarée par l'inexpérience et par excès d'enthousiasme pour le bien, sachez que l'intérêt de la patrie doit être consulté avant tout. Nous avions à peine achevé notre troisième lustre que nous répandions notre sang en combattant sous l'étendard d'une république mourante. A cet âge encore si tendre, déjà nous portions des fers, nous souffrions la torture des cachots, et, immédiatement après, nous avions pour nourriture le pain de l'exil. Quelques années plus tard, sans forme de procès, le pouvoir royal nous fit ensevelir dans l'affreux tombeau de l'île du maritime. Nous connûmes dans la suite, et de bien près, plus d'un roi. Leurs avances ne réussirent pas mieux que n'avaient réussi leurs rigueurs à ébranler nos convictions. Ne croyez pas qu'une longue proscription, qu'une série de chagrins sans nombre, commencent à affaiblir notre caractère, et que le désir du repos nous fasse redouter les chances d'une liberté complète.

Loin de là, notre parti est pris : nous mourrons sur la terre étrangère plutôt que de revoir celle qui nous a donné le jour flétrie par le pouvoir arbitraire ou par la présence de l'étranger soit conquérant soit mercenaire. Tant qu'une goutte de sang coulera dans nos veines, ce sang appartiendra à la patrie et sera prêt à couler pour elle ; et, lorsque notre cœur ne battra plus, nos principes inébranlables s'attacheront à nos ossements au fond du tombeau. Si la fortune et les hommes nous ont trahis, jamais nous ne nous rendrons indignes de cette Italie que nous aurions adorée même alors qu'elle n'aurait pas été notre terre maternelle ; de cette Italie qui plus d'une fois a anobli l'humanité et civilisé l'Europe ; de cette Italie, enfin, à laquelle ses malheurs nous attachent plus fortement que ne l'aurait pu faire sa prospérité.

Si donc, pour l'Italie, nous donnons aujourd'hui la préférence à la monarchie représentative sur le gouvernement républicain, c'est,

croyez-le bien, l'amour de la patrie, et non celui de la royauté, qui nous inspire cette préférence.

Il nous reste à dire quelques mots pour dissiper d'autres inquiétudes. Comme on a vu, au commencement des luttes créées en Italie en haine de la révolution française, le peuple combattre dans les rangs opposés à ceux où se trouvaient les classes riches et éclairées, on suppose que ces divisions pourraient se renouveler. Cela n'est pas à craindre. Les hommes qui pourraient servir de chefs et de guides aux Italiens ne veulent que ce qui est possible et praticable. En Italie, le peuple n'a pas tardé à reconnaître que ce n'était qu'un intérêt national, un intérêt commun à toutes les classes, qui avait porté les nobles, les propriétaires, les hommes pourvus de quelque aisance, à se déclarer pour la liberté. Dès-lors le peuple s'est réuni à ces hommes pour ne plus s'en séparer. Confiant dans cette partie éclairée de la nation, il est prêt à la

suivre, à la seconder dans tout ce qui sera entrepris, soit pour soustraire le pays à la domination de l'étranger, soit pour substituer un gouvernement libre à ces gouvernements absolus qui perpétuent la dégradation. Ainsi l'Italie peut adopter ou la forme monarchique ou la forme républicaine, sans courir le risque de faire naître des divisions, de donner lieu à des guerres civiles; sans avoir à redouter une Vendée, des provinces basques, un soulèvement dans les Calabres.

Les souvenirs sont durables chez le peuple; celui de l'Italie n'a pas oublié qu'antérieurement aux trois derniers siècles, l'Italie fut, presque exclusivement à toute autre contrée, la terre classique de la liberté comme de tous les genres de gloire.

Mais notre confiance dans les bonnes dispositions de la population tout entière ne va pas jusqu'à nous empêcher de la considérer sous tous les aspects. Si nous félicitons nos compatriotes de ce qu'en Italie les classes

éclairées et aisées jouissent de la confiance presque aveugle des peuples, nous ne nous dissimulons pas que cette circonstance, tout heureuse qu'elle est sous bien des rapports, a pourtant son mauvais côté. Les hommes qui vivent dans l'aisance et qui passent leur vie à cultiver leur esprit, aperçoivent mieux les inconvénients des gouvernements arbitraires, sont plus sensibles à l'humiliation de voir l'étranger maître chez eux. Mais, en général, ces hommes sont plus propres à indiquer les moyens d'affranchir le pays qu'à mettre ces moyens en pratique. Quand le moment d'agir approche, d'ordinaire ils hésitent, ils demeurent incertains. Souvent ils ont le tort de compter sur l'assistance de l'étranger plus que la prudence ne le conseille. Frappés du danger d'avoir à combattre en même temps et les forces des princes auxquels ils se sont soumis et les armées que ces princes appellent du dehors, ils vont jusqu'à penser et, qui pis est, jusqu'à dire que, sans cette assis-

tance, le triomphe est impossible. Nous ne nions pas les difficultés de cette double lutte, mais nous ne voudrions pas qu'elles fussent exagérées. Le prestige de la force des gouvernements italiens n'existe plus ; toutes les fois que les peuples ont pris les armes, leurs gouvernements sont tombés au premier choc.

Quant aux armées étrangères, il est naturel de penser qu'elles présentent un obstacle plus sérieux, parce que, surtout au midi, où sont les plus forts points d'appui de la résistance italienne, les hautes classes de la société apprécient mal l'énergie des classes populaires; elles ne les considèrent que dans leurs moments d'assoupissement et de repos ; mais leur réveil est facile. Ce qu'elles firent contre les puissants Castillans, au temps de Masaniello; en 1799, contre l'armée de Championnet; en 1806, contre l'armée de Masséna, elles sont prêtes à le faire encore, et avec plus de succès, contre les Autrichiens, puisqu'elles auraient pour elles et avec elles toutes les autres classes de la nation.

D'ailleurs, il est des moments, et tel es celui d'à-présent, où l'ennemi qui pourrait tenter un coup de main sur Modène et sur Bologne n'oserait s'avancer sur le Tronto pour empêcher les Italiens du Midi de s'organiser. La France a ouvert les yeux; elle a reconnu que son isolement l'avait placée sur le bord de l'abîme. Elle ne peut plus permettre à l'Autriche de marcher contre l'Italie méridionale; et l'Autriche n'est pas une puissance en état de jouer gros jeu.

Italiens du Midi, qui appartenez à cette classe que les peuples honorent de leur confiance, rappelez-vous que vous avez le plus glorieux mandat que les hommes puissent conférer aux hommes, celui de régénérer la patrie; rappelez-vous que le système arbitraire pèse sur vous plus qu'il ne pèse sur les autres classes de citoyens. Le peuple, il est vrai, passe les jours *alterni di fame e di tributi;* mais vous aussi ressentez les misères du pays; et si la faim ne vous dévore pas, la honte et l'humiliation vous accablent. Com-

ment pouvez-vous soutenir les regards d'un Anglais, d'un Français, même d'un Espagnol, fiers de vivre sous des lois établies ou approuvées par leurs représentants, tandis que vous végétez soumis aux caprices de l'arbitraire ?

Que les dangers ne vous effraient pas, car ils sont moins grands que votre imagination très-vive ne vous les représente. Croyez-en notre expérience : les peines qu'on endure pour la patrie ne sont pas aussi amères qu'on l'imagine. Si vous n'osez pas, dans la crainte de compromettre le bien-être de vos enfants et de vos femmes, sachez que, sous les gouvernements arbitraires, il n'y a pas de bien-être, il n'y a que des misères. Le dernier des citoyens, chez un peuple libre, se sent meilleur que le premier esclave ou sujet d'un prince absolu. Vous qui ne savez pas oser si vous croyez à une Providence, vous êtes ingrats envers elle ; et si vous n'y croyez pas, vous êtes ingrats envers la r[illegible], qui

ne vous a pas donné tant d'aptitude à exceller dans tout ce qui est grand, pour en venir à avouer votre infériorité à l'égard d'autres peuples ; pour renoncer à redevenir, aux yeux de l'univers, ce que furent jadis et longtemps vos aïeux.

FIN.

TABLE

DES

MATIÈRES.

pages

FIN DE LA TABLE.